

**BILAN DES RÉALISATIONS**  
**de 2002-2003**

**sur la**

**mise en oeuvre de l'article 41**  
**de la *Loi sur les langues officielles***

**Condition féminine Canada**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Partie I : Bilan des réalisations de 2002-2003</b>	<b>3</b>
• Section I : Résumé des réalisations de 2002-2003	3
• Section II : Bilan des réalisations de 2002-2003	5
• Section III : Diffusion du bilan des réalisations	13
<b>Partie II : Signatures</b>	<b>14</b>
<b>Annexe 1 :</b> Initiatives entreprises par des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire	<b>15</b>
<b>Annexe 2 :</b> Initiatives nécessitant une participation importante de femmes de langue officielle en situation minoritaire	<b>32</b>

## Introduction

En tant que ministère responsable de la coordination des moyens d'action employés par le gouvernement fédéral pour promouvoir l'égalité des sexes, Condition féminine Canada (CFC) travaille en partenariat avec d'autres ministères fédéraux, d'autres paliers de gouvernement, des municipalités, des institutions et les collectivités à la détermination et à l'élimination des obstacles à l'accès complet et à la participation active de l'ensemble des Canadiennes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays. CFC reconnaît donc la diversité des femmes et l'importance du rôle qu'elles jouent dans le développement de leurs collectivités.

CFC est un agent du changement bien positionné au sein du gouvernement du Canada et c'est à ce titre qu'il assume les trois rôles suivants :

- Courtier du savoir sur l'égalité entre les sexes – Le Ministère facilite l'interaction et le partage d'information entre les partenaires et joue un rôle de premier plan afin d'informer sa clientèle des possibilités d'apporter une contribution opportune et efficace au processus fédéral d'élaboration des politiques. CFC met en contact les personnes qui ont les connaissances et celles qui ont de l'influence ou qui prennent les décisions.
- Portail d'information – CFC sert de portail de l'information sur l'égalité entre les sexes dans l'administration fédérale et pour les collectivités de toutes les régions du pays. Le Ministère met en contact les personnes qui ont des besoins et celles qui proposent des solutions.
- Centre d'expertise – CFC recueille activement des connaissances de premier ordre sur des enjeux précis, particulièrement les nouveaux enjeux, en plus d'établir des contacts importants dans le domaine. Le but du Ministère est de partager le savoir, des cadres et des contacts avec des intervenantes, des intervenants et des partenaires, et ainsi les aider dans les efforts de promotion de l'égalité entre les sexes de leurs programmes et politiques.

CFC a circonscrit trois résultats stratégiques pour ses activités durant 2002-2003 : d'abord, des politiques gouvernementales affirmées et plus équitables; ensuite, un plus large éventail d'intervenantes et d'intervenants informés et efficaces; enfin, l'efficacité du Ministère. Le Programme d'action pour l'égalité entre les sexes (PAES) est la principale stratégie utilisée pour faire avancer le travail de CFC. Le PAES est un cadre gouvernemental qui veille à ce que les considérations liées à l'égalité des sexes soient prises en compte dans les programmes et politiques qui existent déjà dans les nouveaux, dans le but de renforcer la politique publique. Le but global du PAES est de tenir compte des réalités différentes des femmes et des hommes, en utilisant l'analyse comparative entre les sexes (ACS) et l'intégration des considérations liées à l'égalité des sexes.

CFC s'est engagé à mettre en oeuvre l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Aux termes de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, il incombe aux ministères, organismes et sociétés d'État fédéraux de respecter l'engagement que le gouvernement du Canada a pris de :

- favoriser l'épanouissement des francophones et anglophones en situation minoritaire du Canada et de soutenir leur développement;
- promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne.

En 2000, CFC a élaboré un plan d'action triennal (2000-2003), qui décrit sa contribution au développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire, particulièrement les groupes de femmes de ces collectivités, et qui répond aux préoccupations soulevées par les femmes de langue officielle en situation minoritaire. Dans le cadre de ce plan pluriannuel, CFC et ses quinze points de service au Canada s'engagent à reconnaître et à promouvoir la dualité linguistique canadienne. CFC appuie les efforts des groupes de langue officielle en situation minoritaire en leur fournissant un appui technique et financier, des outils de recherche stratégique et du matériel promotionnel dans le but de faciliter leur participation aux efforts déployés en faveur de l'égalité entre les sexes aux niveaux local, régional, national et international.

CFC tient compte de la question de la diversité des femmes dans le contexte de ses résultats stratégiques, y compris des femmes de langue officielle en situation minoritaire. Afin de s'acquitter de ses engagements aux termes de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*, le Ministère a fait porter ses efforts sur les quatre mesures principales suivantes, qui s'inscrivent dans le PAES :

- fournir de l'aide de développement social aux groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire et financer des activités qui cadrent avec les critères et objectifs du Programme de promotion de la femme;
- promouvoir une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire et faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques publiques aux niveaux local, régional, national et international;
- encourager la participation des femmes et des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire aux activités de CFC portant sur la recherche en matière de politiques;
- promouvoir et faciliter la commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes (Mois de l'histoire des femmes, Journée internationale de la femme, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes au Canada, Journée en commémoration de l'affaire « personne », etc.) par les femmes et les groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire, et favoriser une plus grande participation de leur part.

## **Partie I. Bilan des réalisations de 2001-2002**

### **Section I. Résumé des réalisations de 2001-2002**

**Ministre responsable : l'honorable Sheila Copps, c.p., députée**

**Secrétaire d'État responsable : l'honorable Jean Augustine, c.p., députée**

C'est avec plaisir que Condition féminine Canada (CFC) rend compte de ses réalisations pour l'exercice 2001-2002 en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*.

#### **Principales réalisations**

Les faits saillants des principales réalisations de CFC en 2002-2003 sont les suivants :

- CFC a approuvé un octroi de 783 003 \$ à l'appui de 18 initiatives visant tout particulièrement à favoriser le renforcement des capacités des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire, à faire participer ces femmes au processus des changements institutionnels et politiques, et à renseigner le public sur les questions qui les préoccupent;

Voici trois exemples de la diversité des initiatives financées par CFC.

- « L'espace politique ontarien en changement : femmes francophones et démocratie », de la Table féministe francophone de concertation provinciale en Ontario, vise à démocratiser les lieux de pouvoir, à augmenter la place des femmes dans l'arène politique et à intégrer les besoins et la voix des femmes francophones en situation minoritaire aux Ententes Canada-Communauté.
- Dans le cadre de l'initiative régionale de l'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse : « Sommet des Femmes 2004 », la collectivité des Acadiennes francophones de la région de l'Atlantique s'est préparée en vue du Congrès Mondial Acadien de 2004. Une centaine d'Acadiennes se sont réunies à Dartmouth, Nouvelle-Écosse, pour élaborer une plate-forme stratégique mettant l'accent sur les questions les concernant.
- L'initiative de la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises, intitulée « Femmes...Recherches/Actions/Politiques F.R.A.P. », est composée de trois volets, y compris la réalisation d'un profil socioéconomique des femmes francophones vivant dans la région de l'Atlantique. La recherche permettra de déceler les facteurs qui contribuent à la pauvreté des femmes francophones (salaire minimum, manque de formation postsecondaire, frais élevés et accès difficile à la formation postsecondaire en français, travail non rémunéré, précarité des emplois pour les femmes, etc.).

De plus, CFC a fourni un appui technique (établissement de liens entre des groupes ayant des objectifs communs; facilitation de l'accès de certains groupes à différentes composantes du gouvernement et prestation d'un accès à du matériel documentaire et à

des outils qui permettent aux groupes de travailler plus efficacement, etc.) notamment à des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire.

- Un certain nombre de groupes ont eu l'occasion de rencontrer la secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme) alors qu'elle parcourait le Canada et l'ont informée de leurs besoins variés et des défis qu'ils doivent relever. La Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario, Les EssentiElles (Yukon) et Pluri-elles (Manitoba) sont parmi ces groupes.
- Le partenariat conclu avec Relais-femmes et le Réseau national d'action éducation femmes a donné lieu à une discussion en direct pour faire la promotion de l'ACS et en favoriser la compréhension. À la suite de cette initiative, une fiche d'information a été publiée dans les deux langues officielles. Vu le succès de l'initiative, la discussion en direct sur l'ACS a été relancée en mars 2003 par Relais-femmes. Une telle discussion peut renforcer la compréhension des participantes à propos de la façon dont l'ACS peut favoriser une meilleure intégration des enjeux des femmes dans le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- En tant que catalyseur du changement, CFC a continué de travailler avec différents ministères afin de veiller à ce que les questions liées aux femmes appartenant à des groupes de langue officielle en situation minoritaire soient intégrées aux considérations et aux discussions stratégiques. Ainsi, le Ministère a agi à titre de cochampion des langues officielles du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique et a également défendu les dossiers prioritaires des femmes francophones de la région de la Colombie-Britannique (C-B.) et du Yukon à l'occasion de réunions interministérielles et intergouvernementales, dont les réunions de l'Équipe rurale de la C.-B. et celles du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique ainsi que dans le cadre de l'Accord de Vancouver et de l'Initiative pour les sans-abri. Les membres du personnel de l'Ontario ont participé activement aux rencontres des coordonnatrices et coordonnateurs provinciaux de l'article 41, à des comités de bailleurs de fonds et aux réseaux de gestionnaires dont le Conseil fédéral de l'Ontario a permis de faire connaître les dossiers prioritaires des femmes francophones. Au Nunavut, CFC a poursuivi des contacts en vue d'établir un réseau d'intervenantes et d'intervenants par l'intermédiaire des représentantes et représentants de certains organismes majeurs, tels que Patrimoine canadien, Développement des ressources humaines Canada, le ministère de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse, le Conseil du statut de la femme, le Conseil de développement social et l'Association des francophones du Nunavut. La région de l'Atlantique continue de participer à différents comités interministériels qui fournissent un appui aux communautés francophones, plus particulièrement aux Conseils fédéraux, au comité interministériel de Patrimoine canadien et au Partenariat rural canadien. En outre, la coordonnatrice de CFC a agi à titre de championne des langues officielles au sein du Ministère.
- CFC a encouragé les femmes et les groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire à participer davantage aux activités organisées par CFC pour souligner des dates importantes pour l'égalité des femmes. Une gamme de produits

bilingues conçus pour des activités spéciales telles que la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des femmes, la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes au Canada et le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » ont été envoyés aux personnes et organisations figurant sur la liste d'envoi de CFC, y compris des femmes vivant dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire et des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire.

## **Section II. Bilan des réalisations de 2001-2002**

### **Direction du Programme de promotion de la femme et des Opérations régionales**

Les activités de la Direction du Programme de promotion de la femme et des Opérations régionales ont appuyé les quatre mesures principales de CFC.

La planification annuelle entreprise par la Direction du Programme de promotion de la femme et des Opérations régionales par rapport à l'article 41 continue d'être intégrée dans le processus régional et national de planification et d'évaluation de l'exécution du programme.

Les demandes de financement sont examinées cas par cas, en fonction des objectifs, critères, domaines cibles et ressources disponibles du Programme de promotion de la femme, une attention particulière étant accordée aux initiatives répondant aux préoccupations de femmes qui font face à de multiples obstacles, dont les femmes de langue officielle en situation minoritaire. CFC a fourni un appui technique (établissement de liens entre des groupes ayant des objectifs communs; facilitation de l'accès de certains groupes à différentes composantes du gouvernement et prestation d'un accès à du matériel documentaire et à des outils qui permettent aux groupes de travailler plus efficacement, etc.) notamment à des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire.

En 2002-2003, CFC a approuvé un octroi de 783 003 \$ à l'appui de 18 initiatives répondant tout particulièrement aux préoccupations de femmes et de groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire au Canada. Ces initiatives portaient sur des enjeux liés à la violence faite aux femmes et aux filles, à la pauvreté, à l'éducation, à l'équité salariale, aux obstacles au développement économique, aux besoins des femmes immigrantes et membres de minorités visibles, aux répercussions de la guerre sur les femmes, à la participation des femmes au processus politique, etc. (On trouvera à l'annexe 1 des renseignements sur les initiatives financées).

CFC a également financé des initiatives visant à répondre aux préoccupations des collectivités plus diversifiées de femmes. Ces initiatives incluaient un nombre important de femmes de langue officielle en situation minoritaire. (On trouvera à l'annexe 2 une description de ces initiatives).

De plus, CFC a encouragé les organismes anglophones hors Québec et les organismes francophones au Québec à mettre l'accent sur l'intégration de besoins particuliers des femmes de langue officielle en situation minoritaire dans leurs initiatives. Afin de pouvoir faire les recommandations pertinentes, de nombreux organismes financés ont adopté des stratégies visant à connaître les besoins des femmes et des communautés minoritaires relativement aux questions examinées.

D'autres activités ont été entreprises par CFC partout au Canada pour appuyer la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles* en 2002-2003. Par exemple :

### **Bureau national**

- Trois initiatives répondant aux besoins et préoccupations des femmes et des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire ont été financées. Ces initiatives traitaient des questions liées à l'analyse des politiques gouvernementales concernant la pauvreté, l'économie, la violence et la santé des femmes francophones vivant en milieu minoritaire.
- Le bureau national a appuyé des stratégies qui permettraient aux femmes francophones en situation minoritaire de surmonter les inégalités entre les femmes et les hommes; d'encourager la pleine participation et la contribution des femmes francophones dans toute leur diversité, dans tous les domaines de la vie communautaire et aussi dans toutes les activités liées à l'avancement de l'égalité des femmes au Canada.
- Les fonctionnaires de CFC ont aussi informé les groupes de femmes francophones en situation minoritaire des ressources liées à la commémoration des événements importants pour l'égalité des femmes, de diverses initiatives fédérales et des possibilités de participer et de collaborer davantage à d'autres initiatives financées par le Programme de promotion de la femme.
- Le bureau national a appuyé :
  - l'établissement d'un profil socioéconomique national des femmes francophones;
  - une formation sur l'analyse comparative entre les sexes visant à favoriser une meilleure intégration des enjeux liés à l'égalité des femmes dans le développement des communautés francophones;
  - l'établissement d'une stratégie d'action nationale pour l'ensemble des groupes de femmes francophones afin d'assurer une meilleure représentativité des enjeux des femmes francophones dans le mécanisme de livraison du Programme d'appui aux organismes et aux institutions des communautés de langue officielle (PALO - Ententes Canada-communauté);
  - une initiative des femmes immigrantes francophones qui visait le développement des capacités et l'élaboration de stratégies liées à l'égalité des femmes immigrantes francophones des communautés de langues officielles.
- Le personnel de CFC a continué de participer aux réunions du réseau de coordonnatrices et coordonnateurs nationaux organisées par le ministère du Patrimoine canadien.

### **Région de la Colombie-Britannique et du Yukon**

- A joué le rôle de championne des langues officielles du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique et a fait partie du comité des langues



officielles de ce conseil, lequel cherche à coordonner les efforts interministériels déployés pour respecter toutes les obligations de la *Loi sur les langues officielles*.

- A défendu les dossiers prioritaires des femmes francophones de la région à l'occasion de réunions interministérielles et intergouvernementales, dont les réunions des équipes rurales de la C.-B., du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique (et de ses comités des politiques et des langues officielles), ainsi que dans le cadre de l'Accord de Vancouver et de l'Initiative pour les sans-abri.
- A continué d'offrir de l'aide technique de CFC au Réseau-Femmes Colombie-Britannique et à EssentiElles (Yukon) pour appuyer leurs communications et leurs activités courantes, et a poursuivi l'examen systématique de chacune des propositions soumises au Programme de promotion de la femme en fonction des possibilités de participation de femmes francophones et de leur incidence sur la collectivité francophone en situation minoritaire.
- A intégré au processus régional de planification stratégique une attention explicite aux réalités et aux priorités des femmes appartenant à la minorité francophone de la C.-B. et du Yukon.

### **Région des Prairies et Territoires du Nord-Ouest**

- A encouragé la participation de groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire aux réseaux et à l'établissement de coalitions de groupes de femmes dans la région.
- A participé à des foires sur les ressources et à d'autres forums afin de faire connaître le Programme de promotion de la femme aux groupes de femmes francophones.
- A encouragé la participation des femmes francophones à d'autres initiatives financées par CFC (p. ex. recherches, enquêtes et questionnaires, et groupes de réflexion) de façon à ce que les résultats des activités financées tiennent compte de leur point de vue.
- A encouragé la participation de femmes francophones en situation minoritaire au processus d'élaboration des politiques gouvernementales.
- A fait parvenir de l'information à des groupes de femmes francophones et à d'autres communautés de langue officielle en situation minoritaire, au moyen des réseaux communautaires informels, et les a invités à discuter de la façon dont le Programme de promotion de la femme pourrait les aider à examiner les enjeux qui les touchent.
- Au Manitoba, le personnel a rencontré Pluri-elles afin de commencer le processus d'élaboration d'une initiative liée aux besoins des femmes francophones. De concert avec le Secrétariat rural et Santé Canada, le personnel a travaillé pour appuyer les efforts du Manitoba Rat River Health Council. Il s'agissait de renforcer la capacité des femmes francophones d'une région rurale du Manitoba de travailler ensemble dans le but de définir leurs besoins en matière de santé et de mettre au point une stratégie visant à combler les lacunes dans les programmes, les services et les politiques.
- En Alberta, un appui a été fourni à la division des femmes de l'Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta pour une initiative visant à mener des entrevues auprès d'immigrantes africaines francophones afin de définir les besoins et les obstacles propres aux femmes de cette collectivité.
- En Saskatchewan, le personnel a eu une discussion préliminaire avec la présidente de la Fédération provinciale des Fransaskoises afin de fournir à cet organisme un appui

technique et financier et d'accroître sa capacité de s'attaquer aux problèmes particuliers aux femmes francophones.

### **Région de l'Ontario**

- L'équipe a mis l'accent sur l'intégration de besoins particuliers des femmes francophones aux initiatives appuyées dans la région. Afin de pouvoir faire les recommandations pertinentes, de nombreux groupes anglophones financés ont adopté des stratégies visant à connaître les besoins des femmes francophones et des communautés en situation minoritaire sur les questions examinées. De plus, les femmes francophones ont participé à diverses coalitions, dont celle sur la garde d'enfant et le droit de visite. Les groupes de femmes francophones ont présenté six initiatives portant principalement sur : le système judiciaire et électoral; les services aux femmes francophones dans les organismes communautaires et les institutions; l'Entente Canada-communauté Ontario; l'accès à l'emploi; l'impact de la guerre sur les femmes; les femmes âgées.
- L'initiative majeure pour les femmes francophones en Ontario a été soumise par la Table féministe francophone de concertation provinciale. « L'espace politique ontarien en changement : femmes francophones et démocratie » vise à démocratiser les lieux de pouvoir, à augmenter la place des femmes dans l'arène politique et à intégrer les besoins et la voix des femmes francophones en situation minoritaire aux Ententes Canada-communauté.
- De nombreux autres contacts ont aussi été établis ou maintenus, sans lien avec le financement, entre autres avec le Regroupement des jeunes filles de Toronto, le Réseau des chercheuses africaines, le Collectif des femmes du Nord-Est, le Centre Victoria et le Centre d'intégration et de formation en développement communautaire.
- La collaboration étroite avec d'autres ministères tels Patrimoine canadien, Citoyenneté et Immigration Canada, Santé Canada ainsi que certains autres gouvernements et certaines universités a assuré un partage efficace de l'information, une meilleure planification des interventions et le cofinancement de certaines initiatives.
- Une rencontre avec les principaux groupes de femmes de l'Ontario sous l'égide de la Table féministe a permis à la secrétaire d'État de se familiariser avec la diversité et les besoins particuliers des femmes francophones de l'Ontario.
- La participation active aux rencontres des coordonnatrices et coordonnateurs régionaux de l'article 41, à des comités de bailleurs de fonds, et aux réseaux de gestionnaires dont le Conseil fédéral de l'Ontario a permis de faire connaître les dossiers prioritaires des femmes francophones.

### **Région du Québec et du Nunavut**

- Le personnel a eu des rencontres structurées et non structurées avec les groupes, les tables, les comités interministériels et intraministériels, les milieux universitaires, le milieu communautaire, les intervenantes et intervenants du milieu et les entrepreneurs privés. Il a également effectué la présentation et la promotion de CFC, la diffusion d'information et de références ainsi que la distribution de documentation, dans les deux langues officielles. Des rencontres mixtes (anglophones et francophones) et bilingues ont eu lieu avec des groupes de la région de Montréal, de l'Estrie (Lennoxville), de New Carlisle en Gaspésie, de Kuujuaq au Nunavik (nord du Québec) et d'Iqaluit au

Nunavut et on y a fait une présentation de CFC et de son Programme de promotion de la femme pour favoriser le partage de connaissances et l'échange entre ces deux communautés.

- Une agente a effectué une tournée régionale sur la diversité avec l'honorable Sheila Copps, ministre de Patrimoine canadien. L'agente a effectué la préparation et la présentation bilingue de l'ACS à un de leurs groupes. L'agente responsable au Nunavik y a effectué une tournée d'une semaine, où elle a pu rencontrer environ 90 personnes provenant des 14 communautés de cette région, particulièrement des représentantes et représentants de la corporation Makivik, du réseau de la santé (travailleuses sociales, infirmières, etc.) et des groupes communautaires.
- Le personnel saisit toutes les occasions de mettre en rapport des groupes anglophones et francophones, tant au niveau des références que des partenariats, tant au niveau de l'administration du programme qu'au niveau de la prestation de services professionnels, au moyen de discussions avec les représentantes et représentants de groupes.
- Une agente a participé en tant que conférencière au « Aboriginal Women's Leadership and Empowerment Workshop » à Iqaluit du 20 au 25 mars 2003. La conférence a réuni des Inuites de 30 communautés du Nunavut. Au Nunavut, le personnel de CFC veille à augmenter ses contacts en vue d'établir un réseau d'intervenantes et d'intervenants par l'entremise des représentantes et représentants de différents autres ministères fédéraux qui jouent un rôle actif dans la région et les représentantes et représentants de certains organismes majeurs tels que Patrimoine canadien, Développement des ressources humaines Canada, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, le ministère de la Justice et le ministère de la Culture, de la Langue, des Aînés et de la Jeunesse, le Conseil du statut de la femme, le Conseil de développement social et l'Association des francophones du Nunavut.

### **Région de l'Atlantique**

- L'Association des femmes acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard a mis en oeuvre une initiative intitulée « Des pas vers l'avant ». Leur étude socioéconomique des obstacles à l'autonomie économique a en relevé six importants : l'abus et la violence; la piètre estime de soi; l'absence d'un soutien financier suffisant pour mettre sur pied une entreprise; des emplois sous-évalués et sous-payés; le manque de services de garde abordables, sûrs et de qualité; un niveau inadéquat de scolarité et de formation. La Fédération des dames d'Acadie a également relevé ces obstacles dans le cadre de son étude socioéconomique « Mieux se connaître pour mieux avancer » financée par CFC au cours des deux dernières années.
- L'Association des Acadiennes de la Nouvelle-Écosse a mis en oeuvre une initiative intitulée « Sommet des Femmes 2004 » en vue des préparatifs par la collectivité des femmes acadiennes de l'ensemble de la région de l'Atlantique pour le Congrès Mondial Acadien de 2004 en Nouvelle-Écosse. Quelque cent Acadiennes se sont réunies à Dartmouth, Nouvelle-Écosse, pour commencer à élaborer une plate-forme stratégique mettant l'accent sur les questions les concernant.
- Dans le cadre d'un effort de collaboration, les représentantes de CFC ont travaillé avec le Conseil consultatif de la condition de la femme au Nouveau-Brunswick afin de fournir une formation présentant un intérêt particulier pour les groupes de femmes. Les groupes de femmes francophones, entre autres, ont reçu de l'aide leur permettant

d'acquérir de précieuses compétences en planification stratégique et en aptitudes à diriger.

- Les agentes de CFC surveillent de façon constante la représentation des femmes francophones au sein des regroupements féminins et continuent d'assurer leur inclusion dans les secteurs de préoccupations communs ainsi que leur participation à l'élaboration de politiques stratégiques.
- Le personnel de la région de l'Atlantique siège toujours à divers comités interministériels qui offrent un appui concerté aux communautés francophones, notamment les Conseils fédéraux, le comité interministériel de Patrimoine canadien ainsi que le Partenariat rural canadien. Ce type d'intervention vise à soutenir le développement des communautés par l'adoption de nouvelles approches et pratiques pour répondre aux préoccupations relatives des clientèles visées.
- Le personnel facilite continuellement des rencontres de concertation des femmes francophones en leur fournissant un lieu de rencontre gratuit ainsi que les ressources nécessaires pour entreprendre la traduction de documents relatifs à la discussion. Il aide de façon active le milieu francophone à acquérir les capacités et le savoir-faire nécessaires pour appliquer l'analyse comparative entre les sexes à son travail ainsi qu'aux discussions avec le gouvernement et d'autres partenaires.

### **Direction des politiques et des relations extérieures**

La Direction des politiques et des relations extérieures a surtout fait porter ses efforts sur la mesure principale suivante :

- promouvoir une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire et faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques publiques aux niveaux local, régional, national et international.

En octobre 2002, le Canada a adhéré au Protocole facultatif de la *Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*. CFC, en partenariat avec d'autres ministères, a publié une brochure d'information sur le Protocole facultatif afin d'informer les Canadiennes et les Canadiens de cet instrument supplémentaire de protection des droits de la personne. Cette brochure a été publiée et diffusée, dans les deux langues officielles, à un large éventail d'intervenantes et d'intervenants.

En décembre 2002, les ministres fédérale, provinciaux et territoriaux responsables de la condition féminine ont publié un rapport intitulé *Évaluation de la violence contre les femmes : un profil statistique*.

### **Direction de l'analyse comparative entre les sexes**

La Direction de l'analyse comparative entre les sexes (ACS) a surtout axé ses efforts sur la mesure principale suivante :

- promouvoir une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire et faciliter la participation de ces groupes au processus d'élaboration des politiques publiques aux niveaux local, régional, national et international.

Le partenariat conclu avec Relais-femmes et le Réseau national d'action éducation femmes a donné lieu à une discussion en direct pour faire la promotion de l'ACS et en favoriser la compréhension. À la suite de cette initiative, une fiche d'information a été publiée dans les deux langues officielles. Vu le succès de l'initiative, la discussion en direct sur l'ACS a été relancée en mars 2003 par Relais-femmes. Une telle discussion peut renforcer la compréhension des participantes à propos de la façon dont l'ACS peut favoriser une meilleure intégration des enjeux des femmes dans le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

En 2001, la Direction de l'ACS a organisé une conférence sur l'analyse comparative entre les sexes. Seuls les fonctionnaires fédéraux pouvaient assister à cette conférence. C'est pourquoi nous avons cru bon de filmer l'événement pour le rendre disponible aux organisations non gouvernementales ainsi qu'aux Canadiennes et aux Canadiens. La conférence, sous-titrée dans l'une ou l'autre des deux langues officielles, a pu être visionnée sur Internet pendant un an (2002-2003).

En réponse aux préoccupations exprimées par des groupes de femmes appartenant à une minorité linguistique et concernant la mesure dans laquelle le mécanisme de prestation du Programme d'appui aux organismes et aux institutions des communautés de langue officielle (PALO – ententes Canada-communauté), le ministère du Patrimoine canadien et CFC ont convenu de collaborer dans le cadre d'un effort de renforcement de la capacité d'ACS. CFC facilitera la formation relative à l'ACS de certains membres du personnel de la Direction générale du Programme d'appui aux langues officielles. Les connaissances acquises grâce à la formation en ACS permettront aux membres du personnel d'adapter leurs interventions de façon à mieux tenir compte des questions concernant les femmes dans la perspective du développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

En novembre 2002, la Direction de l'ACS a publié une trousse d'information bilingue sur l'analyse comparative entre les sexes. Cette trousse comprend neuf fiches d'information.

En mars 2003, la Direction de l'ACS a publié un dépliant d'information bilingue sur la formation portant sur l'analyse comparative entre les sexes.

De la formation relative à l'ACS a été fournie à deux reprises à un groupe de femmes de langue officielle en situation minoritaire. Cette formation visait à démontrer la façon dont l'ACS favorise une meilleure intégration des enjeux propres aux femmes dans le développement des communautés francophones.

La Direction de l'ACS a présenté un exposé durant une réunion des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux des principaux ministères et organismes fédéraux désignés pour la mise en oeuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Cet exposé

avait pour but de souligner les liens stratégiques entre la mise en oeuvre de l'article 41 et celle de l'ACS.

### **Direction de la recherche**

Les efforts de la Direction de la recherche ont essentiellement porté sur la mesure principale suivante :

- encourager la participation des femmes et des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire aux activités de CFC portant sur la recherche en matière de politiques.

En 2002-2003, le Fonds de recherche en matière de politiques (FRP) a publié huit documents dans les deux langues officielles. La Direction de la recherche continue de veiller à ce que tous les intervenantes et intervenants aient accès à l'ensemble des rapports de recherche financés par le FRP. Ces rapports de recherche sont distribués aux ministres et aux fonctionnaires concernés des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, aux bureaux régionaux de CFC, aux groupes de femmes ainsi qu'à d'autres personnes et organismes de recherche cibles. CFC les offre gratuitement au public et ils se trouvent aussi sur le site Web du Ministère (<http://www.swc-cfc.gc.ca/>), dans les deux langues officielles. Ils peuvent également être téléchargés, ce qui les rend encore plus accessibles pour les femmes et groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire.

Sur les sept nouveaux projets de recherche financés en 2002-2003 par le FRP, six sont rédigés en anglais et un en français. Un des huit rapports publiés était en français : *Modèle du workfare ou modèle de l'insertion? La transformation de l'assistance sociale au Canada et au Québec/The Insertion Model or the Workfare Model? The Transformation of Social Assistance within Quebec and Canada.*

Grâce au site Web de CFC, toute personne peut ajouter son nom à la base de données de chercheuses et de chercheurs maintenue par la Direction de la recherche, et ce, dans les deux langues officielles. Cette base de données, qui comprend des groupes et des personnes de langue officielle en situation minoritaire, est utilisée pour les appels de propositions et de candidatures pour le comité externe du FRP. Afin d'assurer la représentation de la diversité, des représentantes de groupes de langue officielle en situation minoritaire ont fait partie du Comité externe du FRP. La Direction de la recherche fournit des services de traduction simultanée durant les réunions afin de faciliter la discussion.

Le rapport d'évaluation rédigé à l'extérieur au cours de la dernière année a montré que de nombreuses publications ont été utilisées par des universités de différentes régions du Canada, dans les deux langues officielles. Les renvois aux publications dans les revues, les journaux, les publications spécialisées et sur les sites Web sont assez équitablement distribués entre les deux communautés linguistiques.

### **Direction des communications et des consultations**

Les efforts de la Direction des communications et des consultations ont essentiellement porté sur la mesure principale suivante :

- promouvoir et faciliter la commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes (Mois de l'histoire des femmes, Journée internationale de la femme, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes au Canada, Journée en commémoration de l'affaire « personne », etc.) par les femmes et les groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire, et encourager une plus grande participation de leur part.

Une gamme de produits bilingues conçus pour des activités spéciales telles que la Journée internationale de la femme, le Mois de l'histoire des femmes, la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes au Canada et le Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne » ont été envoyés aux personnes et organisations figurant sur la liste d'envoi de CFC, y compris des femmes vivant dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire et des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire.

### **Direction des services de l'exécutif et de l'information**

La Direction des services de l'exécutif et de l'information a consacré ses efforts aux quatre mesures principales que CFC s'engage à mettre en oeuvre. Cette Direction a assuré la traduction de tous les documents publics de CFC ainsi que la prestation de services de correspondance et d'information et la distribution des publications de CFC à un vaste auditoire de groupes de femmes, d'organisations diverses et de particuliers. Elle a également offert au public des services de bibliothèque sur rendez-vous, dans les deux langues officielles. Elle s'occupe aussi du site Web de CFC, qui est accessible dans les deux langues officielles. L'ajout, de façon régulière, de nouveaux documents et de nouvelles publications de CFC se poursuit. Les Services Web procèdent à la conversion de tous les rapports de recherche, dans les deux langues officielles, et les rendent disponibles sur le nouveau site Internet, conformément aux lignes directrices sur la normalisation des sites Internet.

## **Section III. Diffusion du bilan des réalisations**

Le présent bilan des réalisations sera distribué à tout le personnel de CFC, aux principales organisations aux niveaux national, régional et local, à la Commissaire aux langues officielles, au Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes et au Comité sénatorial permanent des langues officielles. Il sera aussi possible de le consulter en téléchargeant le fichier à partir du site Web de CFC.

## Partie II. Signatures

---

Valérie Lavergne Date  
Coordonnatrice nationale  
des langues officielles – article 41  
Condition féminine Canada  
Téléphone : (613) 947-0932

---

Florence Ievers Date  
Coordonnatrice  
Condition féminine Canada



<b>Initiatives entreprises par des groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire</b>
--

**HEADQUARTERS / NATIONAL**

***"Concertation des groupes de femmes immigrantes francophones du Canada"***  
**CENTRE D'INTÉGRATION, DE FORMATION ET DE DÉVELOPPEMENT**  
**ÉCONOMIQUE**

116 360 \$

L'initiative a pour but de renforcer les capacités des groupes de femmes immigrantes francophones du Canada. À cette fin, elle mettra sur pied des mécanismes de réseautage et de concertation qui leur permettront d'établir leurs objectifs, leurs priorités de développement et leurs stratégies visant la pleine participation des femmes immigrantes et des minorités visibles. L'objectif est de permettre à ces organismes d'aborder collectivement les questions importantes identifiées comme enjeux majeurs pour l'égalité de ces femmes au sein de la société canadienne.

D'autre part, les femmes immigrantes et de minorités visibles veulent que, collectivement, les organismes puissent faire valoir les points de vue et les expériences diverses des femmes immigrantes francophones quant à l'égalité des femmes auprès des instances politiques décisionnelles ou consultatives des gouvernements canadiens, et dans d'autres institutions clés dont les politiques et les programmes ont des répercussions sur la situation des canadiennes.

Cette initiative permettra aussi aux femmes immigrantes de développer des stratégies visant leur participation aux organismes représentant les femmes francophones des communautés de langue officielle en situation minoritaire et aux mécanismes de gestion des ententes Canada-communautés de langue officielle. Ces femmes veulent aussi contribuer au développement de leurs communautés locales, régionales et provinciales.

***["Joint Action for Francophone Immigrant Women's Groups in Canada"]***

The purpose of this initiative is to enhance the capacity of francophone immigrant women's groups in Canada by creating mechanisms for networking and joint action that will enable them to set objectives, development priorities and strategies to foster the full participation of immigrant and visible minority women. This will empower the groups to collectively address the important issues identified as major barriers to the equality of these women in Canadian society. In addition, immigrant and visible minority women are interested in organizations working collectively to bring to the attention of policymakers and advisory bodies at all levels of government in Canada, as well as other key institutions with policies and programs that impact the status of Canadian women, the diverse views and experiences of francophone immigrant women on issues related to the equality of women. This initiative will also provide immigrant women with an opportunity to develop strategies for their participation in organizations representing francophone women in official language minority communities and in bodies managing Canada-official language community agreements. These women are also interested in contributing to the development of their local, regional and provincial communities.

***"Rencontre de concertation nationale"*****COMITÉ PROVISOIRE DE LA COALITION NATIONALE**

L'initiative proposée par le Comité provisoire de la Coalition nationale vise à organiser une rencontre pancanadienne réunissant des représentantes des groupes de femmes francophones vivant en situation minoritaire. Cette rencontre vise à discuter et à échanger sur les diverses facettes d'une stratégie nationale devant être mise en œuvre afin de permettre au mécanisme de livraison du Programme d'appui aux organismes et aux institutions des communautés de langue officielle (PALO - Ententes Canada Communauté) de mieux intégrer les difficultés des femmes francophones. À l'occasion de la rencontre, on dressera le profil national de la situation des groupes de femmes francophones par rapport à ce dossier, on offrira une formation sur l'analyse comparative des sexes et on montrera comment elle peut favoriser une meilleure intégration des problématiques des femmes dans le développement des communautés francophones. De plus, on établira une stratégie d'action nationale fondée sur les choix des participantes. L'évaluation reposera principalement sur un questionnaire sur l'ensemble de l'activité et sur l'engagement à planifier et mettre en œuvre des suivis régionaux.

***["Joint national meeting"]***

The "Comité provisoire de la Coalition nationale" is proposing to organize a Canada-wide meeting of members of groups representing Francophone women living in minority communities. The purpose of the meeting will be to discuss and share ideas on various aspects of a national strategy to be developed to ensure better inclusion of the issues of Francophone women in the delivery mechanism of the Official Language Community Organizations and Institutions Program (OLCOIP – Canada-Community Agreements). The meeting will include a national profile of the status of Francophone women relating to this issue, training on gender-based analysis showing how it fosters better integration of women's issues in the development of Francophone communities, and lastly, the development of a national action strategy based on the options chosen by participants. The initiative will be assessed mainly through a questionnaire evaluating the overall activity and the commitment to plan and carry out follow-up on a regional basis.

**FÉDÉRATION NATIONALE DES FEMMES CANADIENNES-FRANÇAISES**

Cette initiative veut répondre aux besoins spécifiques des femmes francophones vivant en milieu minoritaire et défendre leurs droits. Elle comporte trois stratégies : A) Analyse-Recherche-Communication-Action : la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) analysera les politiques du gouvernement fédéral concernant les dossiers prioritaires (pauvreté et économie, violence, santé) des femmes francophones vivant en milieu minoritaire. Elle se penchera sur deux dossiers touchant la violence faite aux femmes : i) la reconnaissance des femmes victimes de violence comme étant potentiellement des femmes sans-abri; ii) le dossier des curriculums de formation des intervenantes et des intervenants de première ligne – les membres du corps policier et les médecins – afin de les sensibiliser aux réalités sociales, économiques et juridiques des femmes francophones victimes de violence vivant en milieu minoritaire. En ce qui a trait à ces deux dossiers, la Fédération mettra sur pied une banque de données informatique regroupant tous les services pour les femmes francophones victimes de violence. B) Recherche – action – profil socio-économique des femmes francophones vivant en milieu minoritaire : 8 groupes focus seront organisés dans la région de l'Atlantique. Un questionnaire sera conçu, utilisé dans le cadre d'entrevues téléphoniques et distribué à l'occasion de divers événements. C) Forums de lobbying régional : un forum sera organisé dans les trois régions afin de présenter les dossiers menés par la Fédération et d'établir des stratégies de lobbying. La Fédération profitera d'occasions comme les Assemblées générales annuelles et les forums régionaux pour remettre des fiches d'évaluation aux participantes. Après les forums, la coordonnatrice de ces événements rédigera un rapport d'évaluation. Une évaluation du processus suivra la cueillette de données pour le profil socio-économique.

**Supplément** – Il permettra de structurer l'encadrement de la recherche-action prévue à la proposition initiale. Cette première phase de la recherche-action, intitulée Formation à la problématique de la pauvreté, a comme objectif d'informer et de former le plus grand nombre possible de femmes dans chacune des provinces et chacun des territoires de manière à créer un effet multiplicateur, de développer les connaissances quant aux causes structurelles et sociales de la pauvreté des femmes en milieu minoritaire et quant aux spécificités et aux problèmes auxquels sont confrontées les femmes pauvres. Ce supplément accroîtra la participation aux forums régionaux afin de maximiser le nombre des participantes et des communautés engagées dans une démarche communautaire au cours du processus de la recherche-action.

**["Supplement - Women . . . Research/Action/Policies"]**

The purpose of this initiative is to respond to the specific needs and to defend the rights of francophone women living in minority communities. The initiative has three strategies:

(A) Analysis-Research-Communication-Action – The Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises will analyze federal government policies with respect to priority issues (poverty and the economy, violence, health) for francophone women in minority communities. It will focus on two issues related to violence against women: (1) recognition of female victims of violence as being potentially homeless women; and (2) educational programs for front-line workers-members of police forces and physicians-to raise awareness of the social, economic and legal realities of francophone women who are victims of violence and who live in minority communities. With respect to these two issues, the organization will create an electronic data bank bringing together all of the services for francophone women who are victims of violence.

(B) Research-action socio-economic profile of francophone women living in minority communities – eight discussion groups will be organized in Atlantic. A questionnaire will be developed and distributed at various events and used during telephone interviews.

(C) Regional lobbying forums – a forum will be organized in three regions to present the issues worked on by the Fédération and to develop lobbying strategies. The Fédération will use occasions such as annual general meetings and regional forums to distribute evaluation forms to female participants. An evaluation report will be drafted following the forums by the coordinator of these activities. Once the data for the socio-economic profile has been collected, an evaluation of the process will be done.

**Supplement** - It will allow the federation to structure the monitoring of the action research described in their initial proposal. The objective of this first phase of the action research, entitled "Formation à la problématique de la pauvreté" (awareness training on poverty issues), is to train and inform as many women as possible in each province and territory in order to create a multiplier effect and to develop awareness of the structural and social causes of poverty among women in a minority setting, and of the specific and common problems experienced by women living in poverty. This supplement will make it possible to increase participation in regional forums thereby maximizing the number of participants and communities engaged in a community process through the course of the action research.

## **NEW BRUNSWICK / NOUVEAU BRUNSWICK**

### ***"Supplément - Stratégie régionale pour contrer la violence faite aux femmes et aux filles, Phase 2"***

10 000 \$

#### **CENTRE DE PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAMILIALE DE KENT**

La Phase 2 permettra au groupe de poursuivre son analyse critique des enjeux en s'appuyant sur les témoignages des victimes et sur les recommandations des intervenants et intervenantes recueillis dans le rapport de recherche-action (Phase 1). Le groupe compte travailler à l'établissement d'une table multisectorielle et de protocoles d'entente entre les différents services et les intervenants et intervenantes, ainsi qu'à la préparation d'une trousse d'engagement pour les communautés. L'objectif du groupe est de faire pression auprès des instances gouvernementales pour l'obtention de services adéquats qui tiennent compte de la réalité des femmes autochtones, anglophones et francophones victimes de violence dans la région rurale de Kent. Un plan de communication a été établi et une évaluation participative est en cours avec l'appui de l'Université de Moncton et du Centre Muriel McQueen Fergusson.

**Supplément** — Des protocoles d'entente entre le groupe et les différents services et intervenants auprès des femmes victimes de violence ont permis de mieux répondre à leurs besoins immédiats dans la grande région. Ce supplément permettra au Centre de prévention de la violence familiale de Kent d'analyser les effets immédiats des protocoles d'ententes entre les différents services d'intervention fédéraux et provinciaux en consultant et en mobilisant tous les partenaires et tous les organismes afin de mieux définir ses démarches de revendication auprès du gouvernement provincial quant à la prestation de service aux femmes francophones, anglophones et autochtones victimes de violence dans la région de Kent.

#### ***["Regional strategy to prevent violence against women and girls, Phase 2"]***

Phase 2 will enable the group to continue its critical analysis of the issues based on victims' accounts and the recommendations of front-line workers included in the action research report (Phase 1). The group expects to work for establishment of a multi-sector table, development of memorandums of understanding between the various services and workers, and development of a kit for community involvement. The group's objective is to pressure government agencies for appropriate services that reflect the reality of Aboriginal, Anglophone and Francophone women victims of violence in the rural area of Kent. A communications plan has been developed and a participatory evaluation is under way with the assistance of the Université de Moncton and the Muriel McQueen Fergusson Centre.

**Supplement** - Memorandums of understanding between the group and the various services and workers dealing with abused women have led to more effective action in addressing the immediate needs of these women in the greater area. This supplement will enable the Prevention Centre Against Family Violence in Kent to analyze the immediate effects of the memorandums of understanding among the various intervention services (federal and provincial) while consulting and mobilizing all of the partners and organizations in order to better define its lobbying efforts with the provincial government with respect to the delivery of services to abused Francophone, Anglophone and Aboriginal women in the Kent area.

***"Supplément - Mobilisation pour une législation sur l'équité salariale au Nouveau-Brunswick"***  
**COALITION POUR L'ÉQUITÉ SALARIALE/COALITION FOR PAY EQUITY**

**20 000 \$**

La Coalition va travailler de concert avec les membres, partenaires, allié(e)s, collaborateurs, élu(e)s et les médias afin de développer un processus de ralliement et formuler des stratégies dans le but de créer une opinion publique favorable pour que l'équité salariale devienne un enjeu important au Nouveau-Brunswick dans les prochaines années. Le groupe va permettre aux femmes du NB de s'impliquer, de se faire entendre et de participer au processus décisionnel afin d'améliorer leur situation économique dans une société plus juste. La Coalition participe à l'élaboration de bons indicateurs leur permettant d'analyser, de mesurer et d'évaluer le processus, les stratégies, actions et les résultats à long et à court terme.

**Supplément** - Le besoin existe de mieux cerner tous les enjeux liés à un tel processus en vue de la préparation des stratégies ciblées concernant les principes directeurs liés à l'obtention d'une loi sur l'équité salariale. Le groupe va préparer le terrain avec ses partenaires en facilitant un atelier de consultation sur les principes directeurs d'une loi sur l'équité salariale. Cette base d'expertise leur permettra de devenir agent de changement pour promouvoir ces principes adoptés auprès des décideurs publics et de la population en général. De plus, en pleine année électorale, le groupe va intensifier ses efforts de mobilisation et de communication dans le but d'accroître ses actions en régions pour permettre la participation de chacun et de chacune au processus décisionnel d'une loi sur l'équité salariale au Nouveau-Brunswick.

***["Supplement - Mobilizing for pay equity legislation in New Brunswick"]***

The Coalition will work with members, partners, allies, collaborators, elected officials and the media to develop a rallying process and to formulate strategies to create positive public opinion so that pay equity becomes a major issue in New Brunswick over the next few years. The group will enable the women of New Brunswick to become involved, to make themselves heard, and to participate in the decision-making process to improve their economic situation in a fairer society. The Coalition is involved in developing good indicators with which to analyze, measure and evaluate the process, strategies, actions and results in the long and short term.

**Supplement** - There is a need to identify all the issues related to this process better, in order to prepare strategies that focus on the guidelines for achieving pay equity legislation. The group will do the groundwork with its partners by leading a facilitation workshop on these guidelines. This basis of expertise will allow participants to become agents for change in promoting the principles they have adopted with public decision-makers and the general public. As well, in this election year, the group will intensify mobilization and communication, thus expanding its activity in the regions and allowing everyone to participate in the decision-making process on pay equity legislation in New Brunswick.

## PRINCE EDWARD ISLAND / ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

### *"Supplément - Des pas vers l'avant"*

#### **ASSOCIATION DES FEMMES ACADIENNES ET FRANCOPHONES DE L'ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD**

20 000 \$

Cette initiative vise à accroître l'efficacité des mesures entreprises par divers partenaires francophones de l'Île-du-Prince-Édouard pour améliorer la situation économique des femmes insulaires francophones. L'association va entreprendre une recherche-action, analyser les obstacles socio-économiques qui empêchent les femmes d'atteindre le plein potentiel économique dans leur région et effectuer une analyse documentaire des secteurs d'emplois et des possibilités à envisager pour une meilleure prise en charge du développement économique des femmes acadiennes et francophones de l'Île-du-Prince-Édouard. Suite à ces démarches, l'Association sera en mesure de développer un plan d'action triennal qui servira de base pour mener à terme le dossier économique des femmes insulaires francophones. De plus l'Association désire solidifier ses liens provinciaux et inter-provinciaux avec les intervenants clés. Le Comité a préparé des indicateurs leur permettant de concrétiser une évaluation participative.

**Supplément** - Suite à l'analyse de la recherche action, le besoin existe de renforcer les mesures entreprises par le groupe pour assurer l'atteinte des objectifs. L'opportunité existe actuellement pour le groupe de préparer, avec leurs partenaires, des consultations régionales et provinciales très ciblées avec la clientèle visée, intervenants clés du secteur économique et autres partenaires identifiés depuis quelques mois. Ces démarches aideront à déterminer et à concrétiser des actions adaptées aux femmes francophones et acadiennes de l'Île du Prince Édouard qui font face à certains obstacles socio-économiques. Les interventions aideront à mobiliser les forces de l'Association qui verra à mettre en oeuvre des moyens plus efficaces pour mieux analyser les obstacles socio-économiques qui empêchent les femmes francophones et acadiennes d'envisager une meilleure prise en charge de leur santé économique.

### **[*"Supplement - Moving forward"*]**

The purpose of this initiative is to increase the effectiveness of measures undertaken by various francophone partners on Prince Edward Island to enhance the economic situation of the island's francophone women. The Association will: undertake action research; analyze socio-economic barriers that prevent women from achieving their full economic potential in their region; and carry out a literature search of employment sectors and opportunities for better control of the economic development of Prince Edward Island's Acadian and francophone women. Following these activities, the Association will be in a position to develop a three-year action plan that will serve as the basis for completion of the economic file on the Island's francophone women.

In addition, the Association is interested in strengthening its provincial and interprovincial contacts with key stakeholders. The Committee has prepared indicators enabling it to put in place participatory evaluation.

**Supplement** - Analysis of the research action project has identified a need to strengthen the activity initiated by the group, in order to ensure that it achieves its objectives. There is now an opportunity for the group and its partners to prepare sharply focused regional and provincial consultations with members of its target client group, crucial economic stakeholders, and other partners that have been identified over the past few months. This activity will help define and carry out projects adapted to the needs of French-speaking and Acadian women living on Prince Edward Island and facing some social and economic barriers. The activity will help mobilize the strengths of the Association for more effectively analysing social and economic barriers that prevent French-speaking and Acadian women from doing a better job of taking charge of their economic well-being.

## **ONTARIO**

### ***"Contre le ressac institutionnalis "***

**\$89,600**

#### **ACTION ONTARIENNE CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES**

L'initiative provinciale en deux volets présentée par Action ontarienne contre la violence faite aux femmes permettra d'outiller les femmes francophones de l'Ontario pour faire face aux nouvelles politiques, aux réformes et aux tendances portant atteinte à leur sécurité et à celle de leurs enfants. Le premier volet traitera des enjeux en matière de violence conjugale, de la criminalisation des femmes victimes de violence et la responsabilisation des mères pour les crimes du conjoint abuseur. Le deuxième volet portera sur les enjeux en matière d'agressions sexuelles, les tactiques qui érigent de nouvelles barrières empêchant les victimes d'agressions sexuelles d'obtenir justice. L'organisme propose une analyse des enjeux menant à des stratégies concrètes visant des changements au niveau des pratiques et des politiques. Chaque volet comprendra une partie recherche et rédaction; une validation de l'analyse incluant des discussions avec le comité de travail et des rencontres avec la communauté, les intervenantes des CALACS et maisons d'hébergement; la diffusion de l'information; le développement d'un plan d'action, en consultation avec les groupes concernés; l'intervention en vue de faire changer les politiques et finalement l'évaluation des stratégies d'interventions. La diffusion de l'information se fera par le site Web, des textes, des sessions d'informations, des articles à l'intention du grand public et permettra un accès plus large ainsi que le partage des stratégies efficaces avec les nombreux partenaires.

#### ***["Overcoming institutionalized backlash"]***

The two-part provincial initiative by Action ontarienne contre la violence faite aux femmes will equip Francophone women in Ontario with the tools to deal with new policies, reforms and trends that threaten their safety and that of their children. The first component will focus on the issues related to spousal violence, the criminalization of abused women and making mothers responsible for the crimes of the abusive spouse. The second component will deal with issues relating to sexual assault and tactics that create new barriers preventing victims of sexual assault from obtaining justice. The organization is proposing to analyse the issues leading to concrete strategies for change in practices and policies. Each component will include a research and writing portion, validation of the analysis, including discussions with the working group and meetings with the community, CALACS (sexual assault centres) and shelter workers, dissemination of information, development of an action plan in consultation with the groups involved, intervention to change policies, and lastly, evaluation of the intervention strategies. Information will be disseminated through the website, in hard copy, through information sessions and articles for the general public. These mechanisms will facilitate broader access and the sharing of effective strategies with numerous partners.



***"Projet de recherche sur le marrainage"***  
**LES AILES FRANCOPHONES**

Le groupe Ailes francophones propose une initiative de 12 mois, ayant pour but de favoriser l'intégration et le maintien en emploi des femmes francophones multiethniques à faible revenus dans la région d'Ottawa. Une recherche action impliquant des femmes touchées par cette problématique, des intervenantes, des organisme communautaires et des institutions examinera le concept de marrainage dans ce contexte spécifique et mènera au développement d'un modèle adapté aux besoins exprimés par les femmes. Des groupes focus et des séances de validation et un pilote seront organisés. Des rencontres avec les décideurs sont aussi prévues afin de promouvoir l'accès au marché du travail pour les femmes. La diffusion des résultats se fera par un envoi ciblé du rapport de recherche, la publication dans différentes revues et la présentation lors d'une conférence. Le comité de réflexion du groupe Ailes francophones composé entre autres de femmes de la communauté et d'intervenantes qui assureront le suivi et l'évaluation continue de l'initiative.

***["Research Project on Mentorship By Women"]***

"Ailes francophones" is a group proposing a 12-month project aimed at helping French-speaking women from a variety of ethnic groups in the Ottawa area obtain and maintain employment. An action research project involving women affected by this situation, other stakeholders, community organizations and institutions will examine the concept of mentorship by women in this specific situation, and will develop a model adapted to the needs expressed by these women. Focus groups, validation sessions and a pilot project will be organized. Meetings with decision-makers are also planned in order to promote these women's access to the labour market. The results will be distributed by means of a targeted mailing of the report, publication in various magazines, and presentation at a conference. The group's think tank, made up of women from the community as well as other stakeholders, will ensure follow-up and ongoing evaluation of the project.

***"L'employabilité et les femmes apprenantes francophones en Ontario"*****COALITION FRANCOPHONE POUR L'ALPHABÉTISATION ET LA FORMATION DE BASE EN ONTARIO**

Par son initiative, la Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario veut explorer les besoins des femmes apprenantes en matière d'employabilité. Dans le cadre d'une recherche-action participative portant sur les obstacles à l'emploi, des groupes de discussion seront organisés à Toronto, Ottawa et Sudbury. Les apprenantes, les personnes œuvrant en alphabétisation et les groupes de femmes seront alors en mesure d'identifier des possibilités, de développer des stratégies efficaces et un plan d'action susceptible d'améliorer la situation économique des apprenantes. L'initiative permettra aussi de sensibiliser la communauté aux enjeux et aux barrières systémiques qui subsistent en matière d'intégration sur le marché du travail. L'évaluation continue de l'initiative sera assurée par un comité encadreur composé de représentantes de groupes de femmes.

***["Job readiness and francophone women learners in Ontario"]***

The Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario would like to use this initiative to explore the needs of women learners with respect to job readiness. Discussion groups will be organized in Toronto, Ottawa and Sudbury under a participatory action research project on obstacles to employment. The learners, people working in literacy and women's groups will then be in a position to identify opportunities and develop effective strategies and an action plan to improve learners' economic conditions. The initiative will also provide an opportunity for raising community awareness of the issues and the systemic barriers to their integration into the labour market. A steering committee comprised of women's group representatives will oversee the initiative's ongoing evaluation.

***"L'accessibilité aux services en matière de violence contre les femmes pour les femmes d'expression française dans la région d'Ottawa"***  
**COMITÉ RÉSEAU**

**38 500 \$**

Le Comité réseau propose une initiative de 17 mois en deux phases dont le but est de favoriser l'accessibilité, pour la diversité des femmes d'expression française de la région d'Ottawa, aux services en matière de violence contre les femmes. Dans la première phase, une recherche-action, des groupes focus, et un rapport de recherche aideront à dresser un portrait de la situation des besoins et des services offerts aux femmes victimes de violence. Une collaboration entre les services et les femmes impliquées permettra la participation à l'analyse des données et à l'élaboration des solutions appropriées. La deuxième phase consiste à élaborer des recommandations et à intervenir auprès des agences afin qu'elles établissent un plan d'action en vue de répondre aux besoins identifiés à la première phase. Des rencontres sont aussi prévues avec les décideur-e-s afin de faire un suivi sur la mise en oeuvre des recommandations. Un comité encadreur composé entre autres de femmes de la communauté, d'intervenantes et de décideuses assurera le suivi de l'initiative ainsi que de son évaluation finale.

***["Access to services relating to violence against women for French-speaking women in the Ottawa area"]***

"Comité Réseau" is proposing a two-phase, 17-month initiative designed to promote access for the diversity of French-speaking women in the Ottawa area to services relating to violence against women. In the first phase, an action research project, focus groups and a research report will be used to prepare an overview of the needs and services offered to women who are victims of violence. Collaboration between such services and the women involved will facilitate participation in the analysis of the data and the development of appropriate solutions. The second phase consists in developing recommendations and approaching agencies to have them prepare an action plan to address the needs identified in the first phase. Sessions with decision makers are also planned in order to follow up on the implementation of the recommendations. A steering committee comprised of local women, family violence workers and decision makers, among others, will be responsible for following up on the initiative and its final evaluation.

***"Supplément – Les femmes francophones de l'Ontario et les politiques gouvernementales"***  
**L'UNION CULTURELLE DES FRANCO-ONTARIENNES**

**35 910 \$**

Cette initiative de l'Union culturelle des Franco-Ontariennes fera état de la situation économique des Franco-Ontariennes retraitées ou pré-retraitées et des problématiques reliées aux politiques qui les touchent. De plus, elle permettra de développer des solutions spécifiques, de mobiliser la communauté et d'outiller des femmes dans toutes les régions de l'Ontario pour qu'elles soient en mesure d'intervenir et de participer aux processus décisionnels dans leurs communautés et au processus d'élaboration des politiques gouvernementales. Neuf groupes de discussion régionaux et un forum rassemblant des femmes de tout l'Ontario seront organisés. Grâce à de nombreux partenariats, cette initiative rejoindra, en plus des 2000 membres de l'Union culturelle des Franco-ontariennes, des femmes francophones de régions urbaines, rurales et isolées. Divers documents seront produits et diffusés à large échelle dans les communautés et sur la Toile du Québec. Un processus d'évaluation continue assurera la rétroaction des régions et l'ajustement des stratégies.

**Supplément** – Lors du déroulement de l'initiative, les femmes ont exprimé le besoin d'une étape supplémentaire afin de bien les préparer à l'action. L'ajout d'un groupe de formatrices pouvant transmettre en région les informations sur les résultats obtenus augmenterait grandement l'efficacité des actions entreprises et le rayonnement de l'initiative dans la communauté franco-ontarienne.

**[*"Supplement - Francophone women of Ontario and government policies"*]**

This initiative, sponsored by the "Union culturelle des Franco-Ontariennes", will take stock of the economic situation of French-speaking Ontario women of retirement and pre-retirement age, and the issues raised by policies that affect them. It will also develop specific solutions, mobilize the community and equip women in all regions of Ontario to intervene and participate in the decision-making process in their communities, as well as in the process of developing government policies. Nine regional discussion groups and a forum bringing together women from all Ontario regions will be organized. In addition to the 2,000 members of the "Union culturelle des Franco-Ontariennes", numerous partnerships will enable this project to reach French-speaking women in rural and outlying regions as well as urban centres. Various documents will be produced and widely distributed in the communities and on the French-language Web site "La Toile du Québec". An ongoing evaluation process will provide feedback from the regions and make it possible to focus the strategies.

**Supplement** - During the initiative, women expressed the need for a further stage that would ensure that they are well prepared to take action. Adding a group of trainers who would return to the regions and convey information on results obtained would greatly enhance the initiative's effectiveness and its reach within Franco-Ontarian community.

***"Les répercussions de la guerre sur les femmes immigrantes et réfugiées francophones de l'Ontario"***

**60 000 \$**

**MOUVEMENT ONTARIEN DES FEMMES IMMIGRANTES FRANCOPHONES**

Le Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones propose une initiative par et pour les femmes immigrantes et réfugiées francophones en Ontario visant à pallier le manque de connaissance des enjeux concernant les répercussions de la guerre sur ces femmes et l'absence de services adéquats pour les femmes survivantes. Une recherche-action, l'analyse des enjeux, l'élaboration d'outils et d'un modèle d'intervention spécifique favoriseront des changements au niveau des programmes et des services afin que ces derniers prennent en compte la réalité des femmes survivantes de la guerre. Cette initiative assure aussi une participation active des survivantes dans le processus de changement du système actuel. Un comité encadreur composé entre autres de femmes de la communauté et d'intervenantes assurera le suivi de l'initiative et veillera à l'évaluation finale tant de l'initiative que de la mise en œuvre de l'outil d'intervention.

**[*"The impact of war on Francophone immigrant and refugee women in Ontario"*]**

The Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones is proposing an initiative by and for Francophone immigrant and refugee women in Ontario to address the lack of knowledge of the issues related to the impact of war on these women and the lack of adequate services for women survivors. Action research, issue analysis, tool development and a specific intervention model will be used to promote change in programs and services so that they respond to the reality of women who have survived war. This initiative will also ensure the active participation of women survivors in the process of changing the present system. A steering committee that includes women from the community and workers will monitor the initiative and conduct the final evaluation of the initiative and of the implementation of the intervention tool.

***"L'espace politique ontarien en changement : femmes francophones et démocratie"***  
**TABLE FÉMINISTE FRANCOPHONE DE CONCERTATION PROVINCIALE DE L'ONTARIO (TFFCPO)**

126 800 \$

Cette initiative de 17 mois proposée par la Table féministe francophone de concertation provinciale se situe dans le cadre d'une stratégie d'action sur la scène provinciale ontarienne visant à insuffler le dynamisme nécessaire à la démocratisation des lieux de pouvoir. La Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario s'appuiera sur les résultats de l'initiative précédente « à la bonne place au bon moment ». Cette initiative comprendra des activités de production et de diffusion d'informations pertinentes, de consultations et de concertation avec des Franco-Ontariennes, de représentation de leurs besoins et préoccupations auprès de diverses instances décisionnelles afin d'augmenter la participation active des femmes dans l'arène politique, notamment la politique municipale. Un processus d'évaluation intégré au plan d'action de l'initiative permettra de documenter les difficultés et les défis spécifiques.

***["The changing political scene in Ontario: francophone women and democracy"]***

The "Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario" submits a 17-month initiative to highlight and increase women's political participation in Ontario. The group will build on results obtained in its previous project, entitled "À la bonne place au bon moment" and will use a multifaceted action strategy to move towards substantive equality. The needs and concerns of Francophone women will be brought to various decision-making bodies, in order to enhance active participation by women in the political process, particularly at the municipal level. Further, the initiative includes consultations and collaboration with Franco-Ontarian women as well as production and distribution of relevant information. A continuous evaluation process is integrated from the first stages of the project's action plan, and will thus make it possible to document specific difficulties and challenges.

## ALBERTA

### **"Supplement — African Francophone Women, Developing Their Own Solutions"** **ALLIANCE JEUNESSE FAMILLE DE L'ALBERTA SOCIETY**

\$18,168

Through interviews with African francophone women, the Alliance Jeunesse Famille de L'Alberta Society will determine the issues and barriers that these women living in Edmonton face. African francophone women will be involved individually and collectively in developing indigenous solutions to the problems presented. This will lead to an improved quality of life for them in Canadian society. The knowledge gained will also increase the awareness and capacity of the Alliance and other agencies. A report on the findings will be distributed to African francophone women, members of the Alliance, and other agencies and departments that serve these women.

Outcomes will include increased awareness for French-speaking African women, increased awareness for the society that works with them, and realistic strategies to address the barriers these women face.

To evaluate the effectiveness of this initiative in increasing awareness of the issues of African francophone women in Edmonton, interview participants will be asked to evaluate the process, and Alliance members will complete questionnaires.

**Supplement** — The Alliance will redirect their interview strategy to improve the validity of their initial survey results. The supplement will cover the costs of training volunteers, additional staff time, and honoraria for the trainer, as well as other costs associated with this activity.

### ***["Supplément — Des femmes francophones d'origine africaine trouvent leurs propres solutions"]***

Au moyen d'entrevues avec des femmes francophones d'origine africaine, l'Alliance Jeunesse Famille de l'Alberta Society déterminera les enjeux et les obstacles qu'elles doivent affronter à Edmonton. Des femmes francophones d'origine africaine participeront, à titre individuel et collectif, à l'élaboration de solutions qui leur sont propres aux problèmes relevés. Il en résultera une amélioration de leur qualité de vie au sein de la société canadienne. Les connaissances acquises amélioreront aussi la compréhension et les capacités de l'Alliance et d'autres organismes. L'organisme rédigera un rapport présentant les constatations et le distribuera aux femmes visées, aux membres de l'Alliance ainsi qu'aux ministères et aux autres organismes qui les servent.

Les résultats escomptés : sensibilisation accrue des femmes francophones d'origine africaine et de l'organisme, ainsi que des stratégies réalistes pour aider ces femmes à surmonter les obstacles qu'elles doivent affronter.

L'organisme invitera les personnes interviewées à évaluer le processus et les membres de l'Alliance recevront un questionnaire de sorte que l'on puisse évaluer dans quelle mesure l'initiative a contribué à mieux faire connaître les difficultés vécues par les femmes francophones d'origine africaine à Edmonton.

**Supplément** — L'Alliance rajustera sa stratégie pour ce qui est des entrevues, de manière à rendre plus représentatifs les résultats initiaux du sondage. Le supplément couvrira la formation des bénévoles, les heures additionnelles du personnel, les honoraires de la formatrice et d'autres coûts liés à l'activité.

## QUEBEC / QUÉBEC

### *"Women's Symposium"*

4 566 \$

#### COMMITTEE FOR ANGLOPHONE SOCIAL ACTION

Organisation d'une journée de réflexion visant à réunir les femmes anglophones de la région de la Gaspésie dans le but de discuter de leurs conditions de vie et d'arrêter collectivement des pistes d'action qui permettront d'améliorer l'égalité entre les sexes. Le groupe prévoit que 100 femmes de tous âges, incluant des jeunes femmes et des autochtones, participeront à l'événement. Les personnes responsables des instances décisionnelles et des organismes devant offrir des services aux femmes seront également invitées au symposium afin qu'elles entendent la voix de ces femmes. Les critères d'évaluation reposent sur l'analyse des questionnaires d'appréciation remplis par les participantes, les propos recueillis durant l'événement ainsi que le plan stratégique qui sera développé après le symposium.

### *["Women's Symposium"]*

Organization of a day of reflection that will bring Anglophone women from the Gaspé region together to discuss their living conditions and to decide collectively on paths of action to enhance equality between the sexes. The group anticipates that 100 women of all ages, including young women and Aboriginal women, will take part in the event. Those responsible for the decision-making bodies and agencies that offer services to women will also be invited to the symposium so they may listen to what they have to say. The evaluation criteria will be based on an analysis of the evaluations completed by participants, comments gathered during the event and the strategic plan that will be developed after the symposium.

### *"Supplément – Bad Dates: Changing Attitudes Through Theatre"*

2 560 \$

#### LENOXVILLE AND DISTRICT WOMEN'S CENTRE / CENTRE DES FEMMES, LENOXVILLE ET ENVIRONS

Vaste initiative de sensibilisation auprès des jeunes anglophones de l'Estrie afin de prévenir les agressions sexuelles commises par un ami (date rape). Milieux ciblés : les établissements scolaires de niveau secondaire et universitaire ainsi que les autres institutions qui les rejoignent. Les activités comprennent notamment la production et diffusion d'un auto-collant "No means no" et la présentation de séances de théâtre interactif. En plus d'informer les jeunes sur cette problématique, ses causes, ses conséquences et les moyens de prévention à leur disposition, cette formule engagera concrètement les jeunes dans la recherche de solutions tout en les incitant à changer leurs comportements. Le groupe prévoit effectuer des représentations auprès d'au moins 64 groupes et de rejoindre ainsi 2 300 jeunes. Des visites auprès des professeurs et administrateurs sont ensuite prévues afin d'identifier les mesures ou politiques qui pourraient être mises de l'avant dans chaque institution pour poursuivre le travail de prévention. Enfin, un questionnaire d'évaluation sera administré avant, ainsi que 6 à 10 semaines après les représentations afin d'évaluer l'efficacité de l'initiative.

**Supplément** – Vu sa grande popularité, cette initiative a été prolongée par le groupe pour se terminer en mai 2002. Nous recommandons ce supplément afin de leur permettre de retourner aux endroits où les séances de théâtre interactif ont eu lieu, d'y rencontrer les professeurs, les conseillers en orientation et les éducateurs et leur remettre le produit final de l'initiative, soit le manuel « Mauvaises rencontres – changer les comportements grâce au théâtre » et d'y recueillir leurs commentaires quant à l'efficacité de cet outil pour la diminution du nombre d'agressions sexuelles dans la région.

**[*"Supplement - Bad Dates: Changing Attitudes Through Theatre"*]**

This is a broad initiative targeting Anglophone youth in the Estrie region to prevent date rape. Targeted communities: high schools, universities and other places where there are young people. The activities planned include the production and dissemination of a "No Means No" sticker and interactive theatre productions. In addition to informing youth about the date rape problem, its causes, its consequences and the ways to avoid it, this approach allows for the direct involvement of youth in finding solutions while encouraging them to change their behaviour. The Centre plans to make presentations to at least 64 groups reaching some 2300 youth. Follow-up meetings will be held with teachers and administrators to determine the measures or policies that could be introduced in each institution in order to continue the prevention work. Lastly, an evaluation questionnaire will be distributed prior to the presentations and again 6 to 10 weeks later to evaluate the initiative's impact.

**Supplement** - In light of the great popularity of the initiative, the group has extended it until May 2002. We recommend this supplement to enable them to return to the locations at which the interactive theatre productions took place, to meet with teachers, guidance counsellors and/or educators there to give them the final product of the initiative, i.e. the "Bad Dates: Changing attitudes through theatre" guide, and to gather their comments on the effectiveness of this tool in reducing sexual assault in the area.

***"South Asian Women Refugees: Uncovering the Exploitation Trail"***

**\$53,612**

**SOUTH ASIAN WOMEN'S COMMUNITY CENTRE / CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE**

South Asian Women's Community Centre will prepare a research report, including recommendations, from which Canadian policy and institutional support can be developed to aid women asylum-seekers vulnerable to refugee exploitation networks. The Centre will present this brief to the Parliamentary Standing Committee on Immigration during consultation on the regulation of private immigration consultants.

This research will also form the basis of an analytical paper to disseminate information in the academic arena. In addition, the Centre will develop a resource guide for community workers and other groups doing similar work, and will publish multilingual pamphlets to distribute to women seeking refugee status in Montréal. The results will be posted on South Asian Women's Community Centre's Web site.

The initiative will be evaluated throughout the process.

**[*"Réfugiées sud-asiatiques : mettre l'exploitation au jour"*]**

Le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques préparera un rapport de recherche, qui comprendra des recommandations, afin de favoriser l'élaboration de politiques canadiennes et la création de mécanismes institutionnels de soutien afin d'aider les demandeuses d'asile qui sont vulnérables aux réseaux exploitant les réfugiées et réfugiés. Le Centre présentera ce rapport au Comité permanent du Parlement sur l'immigration à l'occasion des consultations prévues sur la réglementation des consultantes et consultants privés en immigration.

Cette recherche servira aussi de fondement à un document d'analyse afin de diffuser de l'information dans le milieu universitaire. En outre, le Centre préparera un guide pour les travailleuses et les travailleurs communautaires et d'autres groupes qui font un travail semblable, auquel s'ajouteront des dépliants multilingues à l'intention des femmes qui demandent le statut de réfugiée à Montréal. Les résultats seront affichés sur le site Web du Centre communautaire des femmes sud-asiatiques.

L'initiative sera évaluée pendant tout son déroulement.



***"Making Our Communities Safer for Young Girls"***  
**Y DES FEMMES DE MONTRÉAL – WOMEN'S Y OF MONTREAL**

**\$12,600**

To create effective crime-prevention programming to help girls to reclaim their private and public space, Women's Y of Montreal will develop a gender-based model of victimization and abuse. This one-year initiative targets girls from the ages of 6 to 12 and from 12 to 18 who have been, or are at risk of being, victimized or abused.

By mobilizing community organizations in areas of Montreal that are concerned with this issue, community profiles will be developed. These profiles will include

- girls' personal-security concerns and experiences;
- community perceptions of existing needs and gaps; and
- detailed information on community programs, services and initiatives for girls at risk.

Based on these profiles and an extensive review of the literature, Women's Y will make recommendations regarding the development of a gender-based model of victimization and abuse of young girls.

The initiative will be evaluated through a plan, a survey and an evaluation process involving the community.

***["Rendre nos communautés plus sécuritaires pour les jeunes filles"]***

Dans le but de créer des programmes efficaces de prévention du crime, de nature à aider les filles à reconquérir leur espace privé et public, le Y des femmes de Montréal mettra au point un modèle de victimisation et de violence selon le sexe. L'initiative, échelonnée sur un an, cible les filles de 6 à 12 ans et de 12 à 18 ans qui ont été ou risquent d'être victimes de violence.

En mobilisant des organismes communautaires des quartiers de Montréal qui sont aux prises avec ce problème, le Y des femmes élaborera des profils communautaires. Ces profils tiendront compte des éléments suivants :

- les préoccupations et l'expérience des filles relativement à leur sécurité personnelle;
- la perception de la collectivité à l'égard des besoins et des lacunes;
- des renseignements détaillés sur les programmes, les services et les initiatives communautaires destinés aux filles à risque.

À partir de ces profils et d'un examen approfondi de la documentation, le Y des femmes formulera des recommandations en vue de l'élaboration d'un modèle de la victimisation et de la violence envers les jeunes filles.

On évaluera l'initiative à partir d'un plan, d'un sondage et d'un processus d'évaluation faisant intervenir les membres de la collectivité.

**TOTAL:**

**\$783,003**



## **HEADQUARTERS / NATIONAL**

### ***"Trafficking in Women and Girls"***

**\$19,000**

#### **CANADIAN COUNCIL FOR REFUGEES**

The Canadian Council for Refugees will build Canadian non-governmental organizations' capacity to respond to the needs of trafficked women and girls in Canada and to work for the eradication of forced labour in Canada.

This initiative builds on the Council's previous accomplishments on behalf of women refugees, which include the Immigration and Refugee Board's adoption of the *Declaration on Refugee Protection for Women*, as well as the production of papers, consultations and workshops on trafficking. The Council will now develop links among refugee-serving non-governmental organizations, women's groups, labour organizations, police, academics and policy makers to

- sensitize non-governmental organizations to the needs of trafficked women and girls;
- network with non-governmental organizations in other countries;
- develop recommendations; and
- advocate for policies, programs and other measures to protect trafficked women and girls and to eradicate forced labour.

The Council will hold meetings to bring together interested parties in nine locales, including Montreal, Toronto and Vancouver, and will also conduct a national consultation. Meetings participants will explore needs, analyze barriers to protection, identify resources, create links, and develop recommendations and commitments for action. Final products will include information and guidelines, to be sent to non-governmental organizations, on dealing with victims of trafficking or forced labour.

Evaluation will include a six-month follow-up with all those involved in the initiative.

***[Le trafic des femmes et des filles]***

Le Conseil canadien pour les réfugiés améliorera la capacité des organisations non gouvernementales de répondre aux besoins des femmes et des filles victimes de trafic au Canada et de travailler à l'élimination du travail forcé au pays.

Cette initiative mise sur le travail déjà effectué par le Conseil pour aider les réfugiées, qui comprend l'adoption par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié de la *Déclaration sur la protection des femmes réfugiées* ainsi que la publication de documents, la tenue de consultations et d'ateliers sur le trafic. Le Conseil va maintenant établir des liens entre les organisations non gouvernementales qui offrent des services aux réfugiés, les groupes de femmes, les syndicats, les services de police, les universitaires et les décisionnaires, dans le but :

- de sensibiliser les organisations non gouvernementales aux besoins des femmes et des filles victimes de trafic;
- de créer des réseaux avec les organisations non gouvernementales d'autres pays;
- de formuler des recommandations;
- de prôner des politiques, des programmes et d'autres mesures visant à protéger les femmes et les filles victimes de trafic et à éliminer le travail forcé.

Le Conseil tiendra des réunions avec les parties intéressées dans neuf villes différentes, dont Montréal, Toronto et Vancouver, et il organisera également une consultation nationale. Les réunions permettront d'examiner les besoins, d'analyser les obstacles à la protection, de repérer les ressources, de créer des liens, de formuler des recommandations et de s'engager à l'action. Parmi les produits finals figureront de l'information et des lignes directrices relatives aux interventions concernant les victimes du trafic ou du travail forcé et destinées aux organisations non gouvernementales.

L'évaluation comprendra un suivi de six mois auprès de toutes les personnes qui auront participé à l'initiative.

***"Providing Tools, Information and Capacity-Building: CRIAW's Work Toward Substantive Equality for Women in Canada"***

**CANADIAN RESEARCH INSTITUTE FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN (CRIAW) / INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHE SUR LES FEMMES (ICREF)**

The Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIAW) / Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF) will use three strategies—research, communications, networking and outreach—to contribute to substantive equality for women in Canada.

The research strategy will provide evidence-based knowledge, in an accessible and timely manner, for use in public education and policy-making. Research activities include, for example:

- two phases of a multi-year project on the use and impact of an integrated feminist analysis in the voluntary sector and among research and policy organizations;
- support for eight community-grounded research projects linking research and community action; and
- an extension of research on home care policies and practices, which will include a northern perspective.

The communications strategy includes:

- enhancement of CRIAW's distribution and communications program;
- outreach to northern Aboriginal women;
- a workshop for northern women on input into future research priorities;
- three newsletters/bulletins;
- a fact sheet; and
- two publications in the CRIAW series *Feminist Voices/Voix féministes*.

The networking and outreach strategy includes:

- presentations to academic and community groups;
- participation in local, regional, national and international bodies;
- four local workshops based on the race and gender fact sheet; and
- provision of expertise to and maintenance of a clearinghouse/resource centre available to the public.

In addition to its regular internal evaluation, CRIAW will conduct an external evaluation of these three strategies to determine who is using CRIAW's services and resources, for what purposes, and to what effect.

***["Fournir les outils, l'information et les capacités : les efforts de l'ICREF afin de promouvoir l'égalité des femmes au Canada"]***

L'Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF) / Canadian Research Institute for the Advancement of Women (CRIAOW) veut, au moyen de trois stratégies différentes (recherche, communication, ainsi que maillage et rayonnement) favoriser l'égalité des femmes au Canada.

La stratégie de recherche garantira l'accès en temps opportun à des connaissances fondées sur des preuves pour éduquer le public et appuyer l'élaboration des politiques. Voici des exemples d'activités de recherche prévues :

- projet pluriannuel en deux volets sur l'utilisation et les répercussions d'une analyse féministe intégrée dans le secteur bénévole, de même qu'au sein des organismes œuvrant en matière de recherche ou de politiques;
- appui à huit projets communautaires de recherche établissant un lien entre la recherche et l'action communautaire;
- élargissement de la recherche sur les politiques et pratiques de soins à domicile, recherche qui inclura une perspective nordique.

La stratégie de communication comprendra les activités suivantes :

- amélioration du programme de distribution et de communication de l'ICREF;
- diffusion aux femmes autochtones du Nord.;
- un atelier pour les femmes du Nord concernant la participation à la détermination des futures priorités de recherche;
- trois bulletins;
- un feuillet d'information;
- deux publications dans la série de l'ICREF *Voix féministes/Feminist Voices*.

La stratégie de maillage et de rayonnement comprendra les activités suivantes :

- présentations au milieu universitaire et aux groupes communautaires;
- participation aux travaux d'organes locaux, régionaux, nationaux ou internationaux;
- quatre ateliers élaborés à partir du contenu du feuillet d'information sur la race et le sexe;
- offre d'expertise et maintien d'un centre d'information et de ressources ouvert au public.

En plus de son habituelle évaluation interne, l'ICREF réalisera une évaluation externe des trois stratégies pour déterminer qui fait appel à ses services et ressources, dans quel but on y fait appel et quels effets ceux-ci produisent.

***"Women and Housing in Canada: Working Together for Change"***  
**CENTRE FOR EQUALITY RIGHTS IN ACCOMMODATION (CERA)**

**\$193,050**

CERA will help to eliminate Canadian low-income women's housing disadvantage by identifying how proposed housing policies would affect low income and homeless women. Policy makers can then to address those women's needs, and follow up with regional and national women housing strategies on the federal government's homelessness/housing agenda.

CERA will implement the recommendations in its report *Women and Housing in Canada: Barriers to Equality*. To achieve this objectives, CERA will

- participate in the government working group on housing and poverty issues (which involves the Canada Mortgage and Housing Corporation and Human Resources Development Canada);
- establish a National Working Group to implement recommendations; and
- undertake education and outreach activities.

An evaluation plan will be implemented.

***[Les femmes et le logement au Canada : collaborer en vue du changement]***

Le Centre pour les droits à l'égalité et au logement aidera à éliminer le désavantage des Canadiennes à faible revenu en matière de logement, en déterminant quelles seraient les répercussions des politiques de logement proposées sur les femmes itinérantes et à faible revenu. Les décideurs pourront ainsi répondre aux besoins de ces femmes et veiller à ce que des stratégies régionales et nationales de logement pour les femmes soient intégrées au programme du gouvernement fédéral relatif à l'itinérance et au logement.

Afin de mettre en oeuvre les recommandations de son rapport *Les femmes et le logement au Canada : Entraves à l'égalité*, le Centre :

- participera au groupe de travail du gouvernement sur le logement et la pauvreté (dont font partie la Société canadienne d'hypothèques et de logement et Développement des ressources humaines Canada);
- créera un groupe de travail national pour la mise en oeuvre des recommandations;
- mettra en oeuvre des activités d'éducation et de sensibilisation.

Un plan d'évaluation sera mis en oeuvre.

***"Furthering Gender Equality Through Domestic Implementation of International Commitments"***

**\$300,345**

**FEMINIST ALLIANCE FOR INTERNATIONAL ACTION**

Building on its work on the Beijing Platform for Action and the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women, the Feminist Alliance for International Action will support women's groups in working with government to implement Canada's international commitments to achieve gender equality. The organization will consolidate its alliance and priorities, and will build its members' capacity to involve women in the implementation, in Canada, of international commitments. Through regional consultations and a national symposium, the organization will train member groups and others interested in using international instruments to advance women's equality, and will give them opportunities for information sharing and consultation.

The Alliance will also develop online and print tools to enhance its role as a clearing house and focal point for international meetings and mechanisms. To incorporate a diversity of expertise and experience in the work of the Feminist Alliance for International Action, outside experts and government representatives will participate in portions of the Alliance's October 2003 national symposium. At the symposium, the Alliance will establish its priorities and a strategic plan. Participants will also contribute input for the tool "Making Connections: A Plan for Domestic Implementation of International Agreements," which the Alliance will distribute to women's groups across Canada.

Evaluation involving participants will determine the usefulness of strategies.

***[Promouvoir l'égalité des sexes par la mise en œuvre nationale des engagements pris à l'échelle internationale]***

En s'appuyant sur le travail qu'elle a effectué dans le contexte du Programme d'action de Beijing et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale appuiera les groupes de femmes qui travailleront avec le gouvernement du Canada afin de concrétiser ses engagements internationaux à l'endroit de l'égalité entre des sexes. L'organisation consolidera son alliance, confirmera ses priorités et améliorera la capacité de ses membres d'amener les femmes à participer à la mise en œuvre nationale des engagements internationaux du Canada. Des consultations régionales et un symposium national lui permettront de former les groupes membres et d'autres parties intéressées à l'utilisation d'instruments internationaux pour la promotion de l'égalité des femmes, et de leur donner des possibilités de consultation et de mise en commun de l'information.

L'Alliance élaborera également des outils électroniques et imprimés pour mettre en valeur son rôle de centre d'échange d'information et de coordination de réunions et de mécanismes internationaux. Afin d'intégrer à son travail une gamme de compétences spécialisées et d'expériences, l'Alliance invitera des spécialistes de l'extérieur et des fonctionnaires à certaines parties du symposium national qu'elle organisera en octobre 2003. Elle définira alors ses priorités et son plan stratégique. Les participantes et participants contribueront également à l'élaboration de *Making Connections: A Plan for Domestic Implementation of International Agreements*, un outil que l'Alliance distribuera aux groupes de femmes dans l'ensemble du Canada.

Une évaluation faisant intervenir les participantes et participants déterminera l'utilité des stratégies.

***"From Making the Links to Changing Policy"***

**\$145,085**

**FEMMES ET VILLES INTERNATIONAL / WOMEN AND CITIES**

Femmes et villes international / Women and Cities, which has forged links among advocates of women's community safety, will now promote government action at the municipal level to ensure women's full and equal participation in urban and community life. This initiative will increase awareness and understanding among municipal staff, elected officials, and women's groups of the links between women's safety and women's participation in community politics. The group will also build these sectors' capacity to work for change in relevant municipal policies and programs.

A national juried competition among women's and other community groups and municipalities will find and promote best practices regarding women and community safety. Competition categories will include partnership models, women's empowerment, long- and short-term projects, and action research. Projects will be judged according to the extent to which they reached a diversity of women who are particularly vulnerable to violence—Aboriginal, disabled, low-income, and other marginalized women. All submissions will be described on Femmes et villes international / Women and Cities' Web site. The winning entries will be distributed to community groups, municipal staff and elected officials, and provincial ministries, and will also be presented at three conferences, including the Federation of Canadian Municipalities' 2004 annual meeting.

This initiative will be conducted in collaboration with the Federation of Canadian Municipalities' related initiative "Increasing Women's Participation in Municipal Consultation Processes."

The evaluation process will measure the initiative's impact on women's groups and municipalities.

***[De la création de liens à la modification des politiques]***

Femmes et villes international / Women and Cities a tissé des liens entre les personnes qui font la promotion de la sécurité des femmes dans leur collectivité et encouragera maintenant l'intervention des administrations municipales. Le groupe veut ainsi faire en sorte que les femmes participent pleinement et équitablement à la vie urbaine et communautaire. Cette initiative sensibilisera les fonctionnaires municipaux, les représentantes et les représentants élus ainsi que les groupes de femmes aux liens qui existent entre la sécurité des femmes et leur participation à la vie politique communautaire, et les amènera à mieux comprendre la question. Le groupe renforcera également la capacité de ces différents secteurs de travailler à faire modifier les politiques et les programmes municipaux pertinents.

Des groupes de femmes, d'autres groupes communautaires et des municipalités participeront à un concours national, avec jury, visant à recenser et à promouvoir les pratiques exemplaires relatives aux femmes et à la sécurité communautaire. Le concours comprendra les catégories suivantes : modèles de partenariat, renforcement de l'autonomie des femmes, projets à court et à long terme, et recherche-action. Les projets seront jugés en fonction de leur capacité de toucher un éventail de femmes particulièrement vulnérables à la violence : les femmes autochtones, les femmes handicapées, les femmes à faible revenu et les autres femmes marginalisées. Toutes les présentations seront décrites sur le site Web de Femmes et villes international / Women and Cities. Les projets gagnants seront diffusés auprès des groupes communautaires, des fonctionnaires municipaux, des représentantes et représentants élus ainsi que des ministères provinciaux. Ils seront également présentés dans le cadre de trois conférences, y compris l'assemblée générale annuelle de la Fédération canadienne des municipalités, en 2004.

Cette initiative sera réalisée en collaboration avec l'initiative connexe pour augmenter la participation des femmes aux processus municipaux de la Fédération canadienne des municipalités.

Le processus d'évaluation mesurera l'incidence de l'initiative sur les groupes de femmes et les municipalités.

***"Publication of an Issue of Canadian Women Studies Entitled Migration, Labour and Exploitation: Trafficking in Women and Girls"***

**\$60,000**

**INANNA PUBLICATIONS AND EDUCATION INC. – CANADIAN WOMAN STUDIES / LES CAHIERS DE LA FEMME**

*Canadian Woman Studies*, a bilingual feminist quarterly, will publish an issue entitled "Migration, Labour and Exploitation: Trafficking in Women and Girls." This issue will present:

- 1) a definition of the problem, as well as the local and global factors that contribute to its growth;
- 2) effects on trafficked women, including risks to life, health and human rights;
- 3) activist strategies against trafficking and in support of trafficked women; and
- 4) analyses of anti-trafficking initiatives and government policy at the local, national and global levels.

Five thousand copies of this issue will be produced and distributed.

This initiative includes an evaluation plan.



**[Publication d'un numéro de la revue trimestrielle féministe bilingue Les Cahiers de la femme / Canadian Women Studies, consacré à la migration, au travail, à l'exploitation et au trafic des femmes et des filles]**

Ce numéro présentera :

- 5) une définition du problème ainsi que les facteurs locaux et mondiaux qui contribuent à sa croissance;
- 6) les effets sur les femmes victimes du trafic, y compris les risques pour la vie et la santé ainsi que la violation des droits de la personne;
- 7) les stratégies de militantisme contre le trafic et à l'appui des femmes qui en sont victimes;
- 8) des analyses des initiatives de lutte contre le trafic et des politiques gouvernementales aux échelons local, national et mondial.

Ce numéro sera imprimé et distribué en 5 000 exemplaires.

L'initiative comprend un plan d'évaluation.

**"Achieving Equality Through Law Reform 2002–2003"**

**\$315,000**

**NATIONAL ASSOCIATION OF WOMEN AND THE LAW / ASSOCIATION  
NATIONALE DE LA FEMME ET DU DROIT**

This law reform initiative will pursue substantive equality for all women by ensuring that all Canadian government laws, policies and programs meet women's equality guarantees. The National Association of Women and the Law (NAWL) will examine policy making in selected areas (reproductive health, violence against women, the Canadian Human Rights Commission, and justice policy on divorce) and will help women be heard at all levels of decision making. NAWL will engage in the public policy process by analyzing legislation, programs, policies and other actions, by any level of government, and will gauge their substantive impact on women in Canada.

Activities will include:

- the preparation of briefs and presentations to federal and provincial legislative committees, commissions and task forces;
- consultation with government officials;
- provision of legal expertise to other women's organizations;
- promotion of gender equality in the courts and the legal profession;
- media activities;
- publication of the NAWL newsletter *Jurisfemme*; and
- the organization of a Quebec forum on violence against women, women and poverty, and custody and access.

Throughout the initiative, NAWL will make use of consultation, research and analysis, public education/communications, and law reform advocacy.

NAWL's initiatives are systematically evaluated by its National Steering Committee, in conjunction with staff, with feedback from feminist academics, women's groups, NAWL members, government officials, and individual women particularly affected by the research.

**[*"Réaliser l'égalité par la réforme du droit 2002–2003"*]**

L'Association nationale de la femme et du droit (ANFD) travaillera à promouvoir l'égalité des femmes en veillant à ce que les lois, les politiques et les programmes des gouvernements canadiens respectent bien les droits des femmes. Elle examinera le processus d'élaboration des politiques dans des domaines choisis (santé génésique, la violence faite aux femmes, la Commission canadienne des droits de la personne, et la politique relative à la loi sur le divorce) et aidera les femmes à se faire entendre à tous les niveaux de décision. L'ANFD contribuera au processus d'élaboration des politiques publiques en analysant les lois, les programmes, les politiques et les autres initiatives des différents paliers de gouvernement, de même qu'en jugeant leur impact économique sur les femmes au Canada.

Voici les principales activités prévues :

- préparation de mémoires et d'exposés à l'intention des comités, commissions et groupe de travail législatifs du gouvernement fédéral et des provinces;
- consultation des fonctionnaires;
- prestation de conseils juridiques à d'autres groupes de femmes;
- promotion de l'égalité entre les sexes dans les tribunaux et la profession juridique;
- activités médiatiques;
- publication de *Jurisfemme*, le bulletin de l'ANFD;
- organisation d'un forum québécois sur la violence faite aux femmes, la pauvreté des femmes, ainsi que la garde des enfants et le droit de visite.

Tout au long de cette initiative, l'ANFD mènera des consultations, des recherches et des analyses, maintiendra des communications avec le public qu'elle s'efforcera d'éduquer et travaillera à promouvoir une réforme du droit.

Les initiatives de l'ANFD sont systématiquement évaluées par son comité directeur en collaboration avec le personnel; ces évaluations prennent en considération la rétroaction des femmes du milieu universitaire, des groupes de femmes, de ses membres, des fonctionnaires et de particulières spécialement touchées par ses recherches.

***"Supplement — Achieving Equality Through Law Reform 2002–2003"***  
**NATIONAL ASSOCIATION OF WOMEN AND THE LAW**

**\$10,965**

**Supplement** – Due to a greater demand to formulate policy on transgender human rights and substantive equality, the number of participants will be increased from 15 to 45. This will ensure that the consultation results are relevant and conclusive.

**[*Supplément — Réaliser l'égalité par la réforme du droit 2002–2003*]**

**Supplément** — L'Association avait initialement prévu inclure 15 participantes dans ses consultations sur les droits de la personne et l'égalité matérielle pour les transgenreistes; ce nombre sera augmenté à 45 pour répondre à la demande. L'augmentation assurera des résultats pertinents et concluants.

**"Reaching Our Potential"**  
**WOMEN'S FUTURE FUND**

**\$101,974**

This initiative covers 18 months of the Women's Future Fund's 2003–2005 three-year work plan, which builds on results of previous initiatives. Women's Future Fund plans to consolidate the support it has built in accessed workplaces, profile its work to potential new donors, and significantly increase the support through payroll deduction.

To reach these objectives, the organization will involve more volunteers across Canada, develop and implement a marketing and a communication plan, and increase the networking opportunities for its member organizations. Activities will include:

- workplace development and appreciation;
- volunteer development and appreciation;
- communication and presentation strategies; and
- an increase in the effectiveness of women's organizations.

Expected results include:

- nine new canvassing workplaces;
- eight new in-process approaches;
- new presentation tools supporting and increasing workplace-giving; and
- an increase in the profile of the Women's Future Fund and its member organizations.

An evaluation plan will be implemented.

***[Réaliser notre potentiel]***

Cette initiative couvre 18 mois du plan de travail pour 2003-2005 du Fonds pour l'avenir des femmes, qui s'appuie sur les résultats d'initiatives précédentes. Le Fonds pour l'avenir des femmes prévoit consolider le soutien qu'il a acquis dans certains milieux de travail, présenter son travail à des donatrices et donateurs éventuels et augmenter de façon appréciable l'appui qu'il reçoit au moyen de retenues salariales.

Pour atteindre ces objectifs, l'organisation aura recours à un nombre plus important de bénévoles dans l'ensemble du Canada, élaborera et mettra en oeuvre un plan de marketing et de communication, et augmentera les possibilités de constitution de réseaux des organisations membres. Les activités comprendront les suivantes :

- accroissement et appréciation de la base de soutien en milieu de travail;
- perfectionnement et appréciation des bénévoles;
- stratégies de communication et de présentation;
- augmentation de l'efficacité des groupes de femmes.

Parmi les résultats attendus, figurent les suivants :

- des activités de sollicitation dans neuf nouveaux milieux de travail;
- huit nouvelles approches « en cours »;
- de nouveaux outils de présentation qui encourageront et augmenteront les dons en milieu de travail;
- une visibilité accrue pour le Fonds pour l'avenir des femmes et ses organisations membres.

Un plan d'évaluation sera mis en oeuvre.

## NEW BRUNSWICK / NOUVEAU BRUNSWICK

### *“Youth Making a Difference”*

**\$100,000**

#### **MAKING WAVES / VAGUE PAR VAGUE**

“Youth Making a Difference” is a multi-phase initiative conducted by Making Waves / Vague par vague. It will engage New Brunswick youth in a public policy process to address relationship abuse issues.

Phase 1 will enable the youth community to take a leadership role in the public debate on dating violence. They will help develop alternative strategies and models for prevention, and will participate in discussions with the Department of Education to ensure that appropriate support services and practices are introduced in the schools system. The group will engage all stakeholders in strategic meetings, focused discussions, dialogue and gender perspective workshops.

The initiative includes an evaluation process, to be conducted with the project partner, the Muriel McQueen Fergusson Family Violence Research Team.

#### **[*“Les jeunes font une différence”*]**

Il s’agit d’une initiative à étapes multiples dirigée par Making Waves/Vague par vague. Les jeunes du Nouveau-Brunswick participeront à un processus public d’examen des problèmes de violence dans les fréquentations.

La Phase 1 permettra aux jeunes de jouer un rôle prépondérant dans le débat public sur la violence dans les fréquentations. Ils contribueront ainsi à l’élaboration de stratégies de rechange et de modèles de prévention, et participeront à des discussions avec le ministère de l’Éducation pour voir à ce que des services de soutien et des méthodes pertinentes soient mis en place dans le système scolaire. Le groupe fera participer tous les partenaires à des rencontres stratégiques, à des discussions ciblées, à un dialogue ainsi qu’à des ateliers qui tiennent compte des points de vue des femmes et des hommes.

L’initiative comprend un processus d’évaluation, qui sera réalisé avec le partenaire du projet, l’équipe de recherche du Centre Muriel McQueen Fergusson pour la recherche sur la violence familiale.

***"Supplement — Evaluation of Dating Violence Prevention Programs in N.B.: Towards a Comprehensive Province Strategy"***

**MURIEL MCQUEEN FERGUSSON CENTRE FOR FAMILY VIOLENCE RESEARCH /  
CENTRE MURIEL MCQUEEN FERGUSSON DE RECHERCHE SUR LA VIOLENCE  
FAMILIALE**

The Muriel McQueen Fergusson Centre for Family Violence Research will partner with academics and community members to evaluate existing dating violence prevention programs. Over the next 17 months, they will develop a consultative process with provincial policy implementers, existing groups and youth. They will determine and specify methods and tools to evaluate the programs. The Centre will use this information to develop methodology, including measurable outcomes, for the implementation of the evaluation instruments. They will then pilot-test these tools with dating violence prevention programs participants across the province. This initiative will help put in place a comprehensive and sustainable provincial strategy to deliver dating violence prevention programs in New Brunswick.

Evaluation of this work will be based on the recommendations for the implementation of the provincial strategy, the number of partners involved, and the quality of collaboration among participants.

**Supplement** — The Centre will conduct additional focus groups with adolescents, representing both linguistic communities in New Brunswick. These young participants will be involved in the development of the goals and objectives of the dating violence prevention programs evaluation, contributing their perspective on the factors that influence youth views. With the assistance of experts and facilitators, these young people will help tailor to youth a provincial strategy for the delivery of violence prevention programs in New Brunswick.

***["Supplément — Évaluation des programmes de prévention de la violence dans les fréquentations au Nouveau-Brunswick : vers une stratégie provinciale globale"]***

Le "Centre Muriel McQueen Fergusson" de recherche sur la violence familiale s'associera à des universitaires et à des membres de la collectivité pour évaluer les programmes existants de prévention de la violence dans les fréquentations. Au cours des 17 prochains mois, ils mettront au point un processus de consultation avec des responsables provinciaux de la mise en oeuvre des politiques, des groupes existants et des jeunes. Ils détermineront et préciseront les méthodes et les outils nécessaires pour évaluer les programmes. Le Centre utilisera cette information pour élaborer une méthodologie, notamment des résultats mesurables, pour la mise en oeuvre des instruments d'évaluation choisis. Ensuite, il mettra ces outils à l'essai auprès de jeunes des quatre coins de la province participant à un programme de prévention de la violence dans les fréquentations. Cette initiative permettra d'aboutir à la mise en place d'une stratégie globale et viable d'administration des programmes de prévention de la violence dans les fréquentations au Nouveau-Brunswick.

Le travail sera évalué en fonction des recommandations formulées relativement à la mise en oeuvre de la stratégie provinciale, du nombre de partenaires participant, et de la qualité de la collaboration entre l'ensemble des participantes et participants.

**Supplément** — Le Centre tiendra des groupes de discussion supplémentaires avec des adolescentes et adolescents issus des deux groupes linguistiques du Nouveau-Brunswick. Ces adolescentes et adolescents prendront part à la définition des buts et des objectifs en vue de l'évaluation, qui bénéficiera de leur point de vue sur les facteurs influençant l'opinion des jeunes. Avec l'aide de spécialistes, d'animatrices et d'animateurs, ces jeunes aideront à adapter à la jeunesse la stratégie provinciale concernant les programmes de prévention de la violence au Nouveau-Brunswick.

***"Supplement — PRISM Initiative: Probing Rural Issues Selecting Methods to Address Abuse of Women and Girls"***

**\$15,000**

**MURIEL MCQUEEN FERGUSSON CENTRE FOR FAMILY VIOLENCE RESEARCH /  
CENTRE MURIEL MCQUEEN FERGUSSON DE RECHERCHE SUR LA VIOLENCE  
FAMILIALE**

In Phase 1 of this initiative, the Centre identified characteristics of the abuse of women and girls in rural communities, as well as resources and intervention modes to use. The resulting *Mauve Paper* addresses the risk factors that contribute to abuse.

Phase 2 will use five lenses of analysis to focus on the many facets of equality issues in order to improve conditions and resources for family violence victims in rural communities. Over the next six months, the Centre will facilitate an Atlantic Meeting and link with other Atlantic initiatives to consider a comprehensive approach to this complex problem. The Centre will analyse and report on better practices of intervention to prevent family violence in Atlantic Canada.

As part of a formative evaluation of the work, the Centre will develop a communication and dissemination plan for the Atlantic Region.

**Supplement** — The Centre will expand its data collection to include focus group sessions in each of the eight sites with the women and girls who were participants in or beneficiaries of the violence prevention initiative currently under review. The Centre will explore the possibility of applying its evaluation template for probing rural issues and selecting methods to address abuse of women and girls to a Health Canada family violence prevention initiative, to be conducted in New Brunswick and representing both linguistic communities. This will contribute a wealth of expertise and insights to the analysis of the findings, enabling the researchers to extract the elements contributing to better practices in addressing violence in women and girls' lives in rural areas. The result will be a valuable source of information and a tool to assist communities to develop and enhance a template to evaluate violence prevention programs in rural and remote areas.

***["Supplément — Initiative PRISM : méthodes de sélection pour un examen minutieux des problèmes ruraux afin de contrer la violence faite aux femmes et aux filles"]***

Durant la première phase de l'initiative, le Centre a déterminé certaines des caractéristiques de la violence envers les femmes et les filles en milieu rural, ainsi que les principales ressources et méthodes d'intervention dans ce domaine. Le rapport publié par la suite (*Livre mauve*) faisait état des facteurs de risque contribuant à la violence.

Au cours de la deuxième phase, on utilisera cinq filtres d'analyse pour incorporer les nombreuses facettes de la problématique de l'égalité en vue d'améliorer la situation des victimes de violence familiale en milieu rural et les ressources mises à leur disposition. Au cours des six prochains mois, le Centre tiendra une réunion pour toute la région atlantique, puis établira des liens avec d'autres initiatives dans la région afin de permettre la considération d'une approche globale face à ce problème complexe. Le Centre analysera les pratiques d'intervention utilisées afin de prévenir la violence familiale au Canada atlantique et rendra compte des meilleures.

Dans le cadre d'une évaluation formative du travail, le Centre élaborera un plan de communication et de diffusion pour la région atlantique.

**Supplément** — Le Centre étendra sa collecte de données afin d'inclure des groupes de discussion dans chacun des huit sites avec des femmes et des filles qui étaient des participantes ou des bénéficiaires de l'initiative de prévention de la violence faisant actuellement l'objet d'un examen. Le Centre envisagera la possibilité d'appliquer, à une initiative de prévention de la violence familiale de Santé Canada, la grille d'évaluation qu'il emploie pour sonder la problématique rurale et choisir des méthodes d'intervention afin d'éliminer la violence envers les femmes et les filles. L'initiative de Santé Canada se tiendra au Nouveau-Brunswick et représentera les deux groupes linguistiques. Cette démarche fournira une mine d'information et de connaissances qui serviront à l'analyse des conclusions et permettront aux chercheuses d'extraire les éléments qui contribuent à l'utilisation de meilleures pratiques dans la lutte contre la violence envers les femmes et les filles en milieu rural. Il en résultera une source inestimable d'information et un outil qui aidera les collectivités à élaborer un modèle permettant d'évaluer les programmes de prévention de la violence dans les régions rurales et éloignées, puis à améliorer ce modèle.

***"Moving Forward: Responding to Victims of Abuse"***

**NEW BRUNSWICK COALITION OF TRANSITION HOUSES / COALITION DES MAISONS DE TRANSITION DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

**\$90,000**

The Coalition will strengthen its ongoing dialogue with the provincial government and community agencies to ensure that New Brunswick women and the Coalition's partner organizations are engaged in the development of recommendations for the new Provincial Abuse Protocols and needs assessments for service providers across New Brunswick. Coordinators (francophone and anglophone) will visit each transition house, and will facilitate the involvement of boards of directors, client advisory groups, and provincial departmental policy makers. The coordinators will conduct working sessions and strategic meetings to define, improve and enhance services to women victims of abuse and their children.

The group has developed an evaluation process with indicators to measure their goal, objectives and accomplishments.

***["Aller de l'avant : répondre aux besoins des victimes de violence"]***

La Coalition consolidera le dialogue continue qu'elle entretient avec le gouvernement provincial et des organismes communautaires afin de s'assurer que les femmes du Nouveau-Brunswick et les organismes partenaires de la coalition participent à l'élaboration de recommandations en vue des nouveaux protocoles provinciaux sur la violence et l'évaluation des besoins des prestataires de services partout au Nouveau-Brunswick. Les coordonnatrices et coordonnateurs (francophones et anglophones) visiteront chaque maison de transition et faciliteront la participation des conseils d'administration, des groupes consultatifs de la clientèle et des décideurs des ministères provinciaux. Les coordonnatrices et coordonnateurs dirigeront des séances de travail et des rencontres stratégiques afin de définir, d'améliorer et d'augmenter les services offerts aux femmes victimes de violence et à leurs enfants.

Le groupe a mis au point un processus d'évaluation doté d'indicateurs afin de mesurer les buts, objectifs et réussites.



## **ONTARIO**

### ***"Beyond Emergency Measures — A Cross-Sectoral Campaign to End Violence Against Women"***

**\$100,000**

#### **CROSS-SECTORAL VIOLENCE AGAINST WOMEN STRATEGY GROUP**

This initiative will mobilize women in Ontario on the issue of violence against women, and will facilitate their participation in the development of strategies to end this violence. This non-partisan group will work toward systemic change by launching educational campaigns, which will include the development of materials that emphasize the need to work toward social, political and economic justice for all women through broad social policy and systemic change. A coalition of the women's groups that make up the group's membership will encourage women's involvement to achieve systemic change. The group will develop an analysis of strategies to stop violence against women, based on the intersectionalities of race, gender class, ability and poverty. This province-wide strategy will mobilize women across Ontario to ensure that a comprehensive provincial plan to end violence against women in Ontario is put in place.

The evaluation of the initiative will include a quantitative and a qualitative measure of its impact on policies, and of the number of women and organizations participating at each stage of the initiative. A final report, *Beyond Emergency Measures: A New Strategy to End Violence Against Women*, will be distributed to government, policy makers, women's groups and the general social justice movement.

#### ***["Au-delà des mesures d'urgence — campagne intersectorielle de lutte contre la violence faite aux femmes"]***

Cette initiative permettra de mobiliser les femmes de l'Ontario autour de la question de la violence faite aux femmes et de faciliter leur participation à l'élaboration de stratégies visant à y mettre fin. Ce groupe non partisan travaillera à promouvoir des changements systémiques en lançant des campagnes de sensibilisation. Il élaborera à cette fin des documents soulignant la nécessité de réformes sociales et de changements systémiques pour que toutes les femmes aient accès à la justice sociale, politique et économique. Une coalition formée des groupes de femmes qui composent le groupe encouragera les femmes à prendre part à la réalisation des changements systémiques. Le groupe mettra au point une analyse des stratégies visant à lutter contre la violence faite aux femmes, à partir des intersections entre la race, les considérations liées à l'égalité des sexes, la classe, la capacité et la pauvreté. Cette stratégie d'envergure provinciale mobilisera des femmes de toutes les régions de l'Ontario afin d'assurer la mise en place d'un plan provincial complet visant à mettre fin à la violence envers les femmes en Ontario.

L'évaluation de l'initiative consistera en une mesure quantitative et qualitative de ses répercussions sur les politiques et du nombre de femmes et d'organisations qui ont participé à chaque étape de l'initiative. Un rapport final, intitulé *"Beyond Emergency Measures: A New Strategy to End Violence Against Women"*, sera présenté au gouvernement, aux décideurs, aux groupes de femmes et au mouvement de justice sociale en général.

***"Developing a Strategy to Address Sexual Harassment in the Workplace, Using an Intersectoral Analysis"***

**\$52,610**

**SEXUAL ASSAULT CENTRE LONDON**

Working with an advisory committee of employers, unions, and women who are primary and secondary victims of harassment, the Sexual Assault Centre London will develop a strategy to foster change that will reduce the incidence of workplace harassment. Incorporating information from a wide array of perspectives and the diversity of women's experiences, the centre will model the innovative partnerships that are needed to develop effective prevention and remedies for workplace sexual harassment. Activities will include

- the production of cultural change tools to accompany an existing video on sexual harassment and
- the development and piloting of a training program for use in unionized and non-unionized workplaces.

The centre will use an evaluation template, which it will develop in collaboration with the Centre for Research on Violence Against Women and Children, to assess how well this initiative meets process objectives and outcomes.

***["Élaboration d'une stratégie visant à éliminer le harcèlement sexuel en milieu de travail au moyen d'une analyse intersectorielle"]***

En collaboration avec un comité consultatif d'employeuses, d'employeurs, de syndicats et de femmes directement ou indirectement victimes de harcèlement, le Sexual Assault Centre London élaborera une stratégie visant à promouvoir des changements qui réduiront le nombre de cas de harcèlement en milieu de travail. En se basant sur l'information provenant de différentes sources et l'expérience de femmes diverses, le centre établira un modèle de partenariat innovateur afin de prévenir et régler de façon efficace le problème du harcèlement sexuel en milieu de travail. Les activités incluront :

- la production d'outils de changement culturel qui compléteront une vidéo existante sur le harcèlement sexuel;
- le développement et la mise à l'essai d'un programme de formation à l'intention des milieux de travail syndiqués et non syndiqués.

Le centre utilisera un modèle d'évaluation, qu'il concevra en collaboration avec le Centre de recherche sur la violence faite aux femmes et aux enfants, pour déterminer dans quelle mesure cette initiative remplit les objectifs établis.

***"Supplement To – Abused Women: Homeless and At Risk of Becoming Homeless"***

**\$14,500**

**VIOLENCE AGAINST WOMEN MANAGEMENT COMMITTEE**

This action research will look at the links between abuse of women and homelessness in the Ottawa region. It will identify the barriers abused women and their children face in accessing transitional shelters. The goal is to develop concrete strategies to increase the safety and well-being of abused women who are homeless or at risk of becoming homeless. The final report will be made public at a press conference and then widely distributed. Presentations will also be made to key decision makers.

A comprehensive evaluation will be carried out, and the initiative will be followed up on through integration of the strategies to the Committee's workplans.

**Supplement** – Due to the unexpectedly large impact of this initiative, the Committee will provide additional presentations and will reprint the findings (requests for which have come from elsewhere in Ontario, Canada and abroad). The group will also hold a three-day session at which the Violence Against Women Management Committee and its 14 member agencies will begin to work on the research recommendations and strategies.

***[Supplément à – Les femmes victimes de violence : sans-abri ou à risque de le devenir]***

Cette recherche-action examinera les liens entre les femmes victimes de violence et le phénomène de l'itinérance dans la région d'Ottawa. On y recensera les obstacles qui empêchent les femmes victimes de violence et leurs enfants d'avoir accès à des refuges de transition afin d'élaborer des stratégies concrètes visant à accroître la sécurité et le mieux-être de ces femmes sans abri ou susceptibles de devenir itinérantes. Le rapport final sera rendu public à l'occasion d'une conférence de presse et fera ensuite l'objet d'une vaste diffusion. Des présentations officielles seront faites à l'intention des décideurs clés.

L'initiative fera l'objet d'une évaluation complète et d'un suivi par l'intégration des stratégies aux plans de travail du comité.

**Supplément** – En raison des répercussions plus importantes que celles qu'on attendait de l'initiative, le comité présentera des exposés supplémentaires et réimprimera les constatations (demandes provenant d'autres régions de l'Ontario et du Canada, ainsi que de l'étranger). On prévoit également une séance de trois jours au cours de laquelle le comité et les 14 organismes membres s'attaqueront aux recommandations de l'étude et aux stratégies.

**QUEBEC / QUÉBEC**

**\*\*\*"Les femmes handicapées issues de l'immigration et les services sociaux et de santé"  
ASSOCIATION MULTI-ETHNIQUE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES  
HANDICAPÉES / QUEBEC MULTI-ETHNIC ASSOCIATION FOR THE INTEGRATION  
OF HANDICAPPED PEOPLE**

**2002/2003 15 000 \$  
2003/2004 5 982 \$**

L'Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées vise à rejoindre au moins vingt organismes communautaires et intervenants gouvernementaux de Montréal, Laval et du « nouveau » Longueuil, impliqués dans les domaines des services sociaux et de la santé afin de permettre une réflexion conjointe et un dialogue menant à des pistes de solutions adaptées aux femmes handicapées des communautés ethnoculturelles et aux dispensateurs de services, afin d'améliorer les interventions et l'interaction des services offerts. L'organisme prévoit conclure des ententes de collaboration avec certains établissements gouvernementaux et des ONG afin qu'elles intègrent la problématique et sa défense à leur mission et s'engagent à faire de la sensibilisation ainsi que l'adéquation de services. Les principales activités prévues sont la réalisation d'un document de travail, la tenue de rencontres du comité « Femmes sans frontières », la tenue d'une rencontre-pilote avec des intervenants sensibilisés et déjà mandatés, et l'organisation d'une journée de travail. Le groupe s'est doté d'un plan d'évaluation qui mesurera l'atteinte des objectifs tout au long de l'initiative.

***[Disabled immigrant women and social and health services]***

The Multi-ethnic Association for the Integration of Handicapped People plans to contact at least 20 community organizations and government workers in Montréal, Laval and the "New" Longueuil, involved in the health and social services fields to initiate a collaborative analysis and discussion to identify possible solutions for disabled women in ethno-cultural communities. These solutions would be adapted to the needs of these women and those of the service providers with the goal of improving the approach to service intervention and interaction. The organization plans to enter into joint agreements with certain government and/or NGO organizations so as to incorporate the issue and its promotion into their mission and/or to commit to improving awareness and service suitability. The main activities will include preparation of a working paper, meetings of the "Women without borders" committee, a pilot meeting with informed parties who are already mandated in this area, and a one-day workshop. The group has a plan to evaluate achievement of its objectives throughout the initiative.

**\*\*\*Multiyear / Pluriannuel**

***"Protocole d'intervention et de prévention de la sécurité des femmes en milieu urbain"***  
**CENTRE DES FEMMES DU PLATEAU MONT-ROYAL**

**50 000 \$**

L'initiative vise à faire en sorte que les femmes victimes d'actes criminels sur la rue ou dans un lieu public (incluant les commerces) de la région de Montréal puissent bénéficier plus facilement et de manière uniforme sur tout le territoire, d'un service d'intervention psychosociale, d'information et de référence. Pour ce faire le groupe fera la promotion d'un protocole d'intervention et de prévention en matière de sécurité des femmes en milieu urbain et travaillera à son implantation dans l'ensemble des Centres locaux de services communautaires (CLSC) et des Postes de police de quartier de la Ville de Montréal. Ce protocole a pour objectif d'assurer un meilleur accès pour les femmes aux services existants par une harmonisation et une coordination entre le travail des policiers, celui des intervenants de la santé et des ressources communautaires. Ces services pourront également aider à prévenir le développement du syndrome post-traumatique chez les femmes et à soutenir leur capacité d'action dans leur milieu. Le groupe a développé des outils d'évaluation précis pour l'analyse des résultats. Tout au long de l'initiative, ces outils serviront à en tracer un meilleur portrait.

***["Prevention and intervention protocol for women's safety in urban areas"]***

The purpose of this initiative is to ensure that women in all areas of Montreal who are victims of indictable offences on the street or in a public place (including business establishments) can have easier, more uniform access to psychosocial, information and referral services. To that end the group will promote a prevention and intervention protocol for women's safety in the city and will take steps to have the protocol implemented in all local community service centres and community police stations in Montreal. The objective of the protocol is to ensure women a better access to existing services by harmonizing and coordinating the efforts of police officers, health practitioners and community resources. These services will also help women to avoid post-trauma syndrome and to continue to be active in their community. The group has developed specific evaluation tools for analyzing results. These tools will be used all through the initiative so as to obtain a better profile of it.

***Supplément - Expérience de leadership en éducation chez les femmes d'origine immigrante et des minorités visibles, phase 2***  
**CENTRE DE RESSOURCES DE LA TROISIÈME AVENUE**

Il s'agit d'une initiative chez des femmes d'origine immigrante et des minorités visibles issues de trois quartiers défavorisés de Montréal (Petite Bourgogne, Villeray et Cartierville). L'initiative a pour but de les amener à exercer un leadership dans les affaires de leur communauté autour des enjeux d'éducation et de participation démocratique. Le Centre des ressources de la troisième avenue (CRTA) organisera des rencontres de groupes, des ateliers, des séances de travail et des séances d'orientation afin de permettre aux femmes du groupe cible de connaître les rouages du système d'éducation et de les aider à comprendre le fonctionnement de la participation à la prise de décision. L'initiative vise à permettre à ces femmes de s'approprier leur rôle de leader pour exercer une influence auprès des institutions du domaine scolaire (conseils d'établissement et commissions scolaires).

De manière à encadrer et à évaluer cette démarche d'une manière systématique, il est prévu de procéder à l'élaboration d'un guide d'entrevue en vue de son utilisation dans le cadre de « groupes de discussion » pour permettre aux organisatrices de suivre et de comparer les résultats d'un quartier à l'autre.

**Supplément** - Le groupe poursuivra l'accompagnement de six femmes immigrantes afin qu'elles partagent leur expérience obtenue dans le cadre de cette initiative auprès des participants au Programme d'été de l'Institut de développement communautaire de l'Université Concordia ainsi qu'auprès des autres femmes de leurs communautés respectives dans l'année scolaire à venir. Il s'agit de faire de ces femmes des agentes multiplicatrices. Le CRTA et les participantes à l'initiative feront également l'animation d'un stand d'information et de réseautage sur les enjeux en éducation et sur l'expérience particulière de ces femmes mères de famille qui se sont impliquées dans les conseils d'établissement.

***["Supplement – Leadership experience for immigrant and visible minority women in education, phase 2"]***

This initiative involves immigrant and visible minority women in three underprivileged neighbourhoods in Montréal (Petite Bourgogne, Villeray and Cartierville). Its goal is to encourage women in the target group to exercise leadership in their communities in the areas of education and democratic participation. The Centre de ressources de la troisième avenue (CRTA) will organize workshops, work sessions and orientation sessions to give the women a chance to learn about the workings of the educational system and to help them understand the mechanisms of participation in decision-making. The initiative focuses on enabling these women to assume leadership roles by exerting influence on educational institutions (institutional councils and school boards).

An interview guide will be prepared to ensure systematic supervision and evaluation of this process. This guide will be used in the discussion groups to enable organizers to track and compare results from one neighbourhood to the next.

**Supplement** – The group will assist six immigrant women who will then share their experiences in this initiative with the other participants in the Concordia University Institute in Management and Community Development Summer Program. During the upcoming school year, they will also share their experiences with the other women in their respective communities. The six women will serve as multiplying agents. The CRTA and the other participants will also operate an information and networking stand where education issues, and the specific experiences of these women as mothers involved in the institutional councils, will be presented.

***"La programmation et la planification stratégique : des outils pour l'atteinte de l'égalité"***  
**CONCERTACTION FEMMES ESTRIE**

27 500 \$

ConcertAction Femmes Estrie propose cette initiative afin d'accroître la capacité des groupes de femmes (membres et non-membres de cette Table; en invitant autant les travailleuses, que les bénévoles, que les administratrices et directrices) dans la planification de leur travail de promotion, de défense des droits et d'accès à l'égalité. En collaboration avec une professeure du département de Service social de l'Université de Sherbrooke (Ph.D. en sociologie), qui préparera et offrira aux groupes de femmes de l'Estrie trois journées de séminaire ayant pour thème : 1) la programmation (les méthodes, les outils de programmation, etc.); 2) la planification stratégique (les étapes, les méthodes, l'analyse, etc.); et 3) l'évaluation (l'approche participative). Ensuite, une stagiaire de niveau maîtrise, supervisée par la professeure/formatrice, offrira un suivi personnalisé aux groupes de femmes dans la mise en œuvre d'une planification stratégique ou d'une programmation d'activités, de services et/ou de projets. L'évaluation finale de l'initiative s'entamera lors de la troisième journée de séminaire; en effet, la personne-ressource procédera, après la présentation de la théorie concernant l'évaluation, à un exercice pratique avec les groupes de femmes présents qui évalueront ainsi l'initiative en utilisant leurs nouveaux outils.

***["Programming and strategic planning: tools to achieve equality"]***

ConcertAction Femmes Estrie is proposing this initiative to increase the capacity of women's groups (members and non-members: workers, volunteers, administrators and board members will be invited) to plan their work in the area of promotion, defence of rights and access to equality. We will work with a professor of the department of social services of the Université de Sherbrooke (Ph.D. in sociology), who will prepare and offer to women's groups in Estrie a three-day seminar on the following themes: (1) programming (methods, programming tools, etc.); (2) strategic planning (steps, methods, analysis, etc.); and (3) evaluation (participatory approach). Following the seminar, a Master's student, supervised by the professor, will provide personalized follow-up with the women's groups to implement strategic planning or activity programming, services and/or projects. The final evaluation of the initiative will take place on the third day of the seminar; following the presentation on evaluation theory, the resource person will undertake a practical exercise with the women's groups present, namely, evaluating the initiative using their new tools.

**FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L'ESTRIE**

Activités visant à rejoindre les femmes immigrantes qui travaillent dans cinq entreprises de la région de l'Estrie en vue de les encourager à se joindre aux comités syndicaux; animation d'ateliers d'habilitation pour les femmes immigrantes qui songent à se faire élire à ces lieux décisionnels; rencontres avec les responsables syndicaux et les membres des sous-comités syndicaux afin qu'ils développent un climat accueillant et respectueux pour les femmes immigrantes; colloque de clôture pour présenter le bilan et favoriser les échanges entre les femmes immigrantes et les représentants des instances syndicales. Les outils d'évaluation retenus par le groupe sont des questionnaires administrés avant et après chaque activité, des grilles d'entrevue utilisées pour les rencontres dans les entreprises et le compte rendu du colloque.

***["Action/awareness promotion (PAS) Phase III – Immigrant working women and unions"]***

Activities to reach out to immigrant women working in five companies in the Estrie region to encourage them to become involved in shop committees, organization of empowerment workshops for immigrant women interested in being elected to these decision-making bodies, meetings with union representatives and members of union sub-committees to develop a welcoming and respectful environment for immigrant women. The activities would conclude with a seminar to present a debriefing and foster discussion between immigrant women and union representatives. The group will use questionnaires, administered before and after each activity, the interview checklists used for meetings with the companies, and the seminar report as evaluation tools.

La présente initiative en quatre grands volets s'étale sur une année et demie. Deux grands axes de travail sont présentés : les volets 1 et 2 concernent la démarche d'orientation alors que les volets 3 et 4 concernent le travail de réflexion et de représentation du volet mondialisation des préoccupations de la Fédération des femmes du Québec initié par la Marche mondiale des femmes.

1) La démarche d'orientation, le principal volet de l'initiative, consiste à ce que la Fédération des femmes du Québec se dote d'un plan d'action pour les cinq prochaines années et mette à jour sa plate-forme politique et ses règlements généraux au besoin. Une tournée des régions sera organisée afin de consulter les membres sur trois sujets : la mission; la plate-forme politique; les stratégies d'action et les revendications. En juin 2003, un colloque (d'environ 300 personnes) d'envergure provinciale ouvert aux non-membres sera organisé pour traiter des sujets qui seront ressortis de la tournée et sera suivi d'un congrès d'orientation de la Fédération des femmes du Québec en novembre 2003 (d'environ 150 personnes).

2) Le volet jeunes féministes est une démarche pour réseauter les jeunes femmes, donner la parole et l'occasion d'influencer les orientations de la Fédération des femmes du Québec et susciter la relève dans les groupes féministes et ailleurs. Plusieurs activités culmineront vers un congrès des jeunes féministes de deux jours précédant le congrès d'orientation. Une centaine de personnes sont pressenties.

3) Les suites de la Marche mondiale : reprendre et porter les revendications mondiales de la Marche (après avoir fait de même pour les revendications québécoises); appuyer la Marche mondiale dans les derniers milles du processus qui la rendra autonome, se préparer pour la participation de la Fédération des femmes du Québec à la 4<sup>e</sup> rencontre internationale de la Marche mondiale (cette rencontre marquera la fondation de la Marche comme organisme autonome).

4) En dernier lieu, il s'agit d'effectuer une recherche, une analyse et le montage d'une animation d'éducation populaire ayant une perspective féministe des impacts de la mondialisation sur les femmes, particulièrement au Québec. On formera des formatrices pour s'assurer d'une diffusion large rejoignant toutes les membres de la Fédération des femmes du Québec et d'autres partenaires mixtes. On outillera ainsi les femmes pour participer, entre autres, à la consultation populaire sur la future zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).

Le groupe s'est prévalu de critères d'évaluation à surveiller tout au long de l'initiative afin de garder le cap sur les objectifs fixés.



**["Working together to define the future of the women's movement"]**

This four-tier initiative will be spread out over one and a half years. There will be two main work streams: tiers 1 and 2 will involve the approach, whereas tiers 3 and 4 will involve the development and presentation of the globalization tier of the concerns identified by the Fédération des femmes du Québec initiated by the World March of Women.

- 1) The approach, this initiative's main tier, involves having the Fédération des femmes du Québec adopt an action plan for the next five years and update its policy platform and general regulations, as required. A tour of the regions will be organized to provide an opportunity to consult members about three subjects: the mission, policy platform, action strategies and demands. In June 2003, a province-wide interest colloquium (approximately 300 people), open to non-members, will be organized to address the issues that were identified during the tour, and will be followed by an orientation congress by the Fédération des femmes du Québec in November 2003 (approximately 150 people).
- 2) The young feminists' tier is a way to enable young women to network, speak up, influence the directions taken by the Fédération des femmes du Québec and prepare for succession in feminist groups and elsewhere. Many of the activities will culminate in a two-day congress of young feminists prior to the orientation congress. Approximately 100 persons are expected to attend.
- 3) Follow-up to the World Walk: resume and present the global demands raised during the Walk (after doing the same for the Quebec demands), support the World Walk in the last miles of the process, which will make it autonomous, prepare for participation by the Fédération des femmes du Québec in the 4<sup>th</sup> international meeting of the World Walk (this meeting will mark the beginning of the Walk as an autonomous organization).
- 4) The last tier involves the research, analysis and design for a public education presentation with a feminist approach to the impacts of globalization on women, especially those in Quebec. Trainers will be trained to ensure wide dissemination, reaching all members of the Fédération des femmes du Québec and other mixed partners. This will prepare women to participate in things such as public consultations about the future Free Trade Area of the Americas (FTAA). The group has adopted evaluation criteria to be used throughout the initiative in order to keep track of the established objectives.

**"L'accès des femmes à l'aide juridique en matière matrimoniale sur le territoire de la Montérégie, VOLET II"  
INFORM'ELLE**

54 095 \$

À la suite à la réalisation d'une recherche sur l'accès des femmes de la Montérégie à l'aide juridique en matière matrimoniale, Inform'elle propose une initiative visant à réaliser les étapes préliminaires, en concertation avec des spécialistes et des intervenantes et intervenants du milieu, à la restructuration des services d'aide juridique en matière matrimoniale en fonction de l'accessibilité et de l'adaptation des services pour les Montérégiennes et éventuellement pour toutes les Québécoises. L'initiative comporte trois (3) grandes étapes : 1) produire et diffuser un résumé de la recherche ; 2) consulter des spécialistes, des juristes, des travailleuses et travailleurs sociaux, des représentantes et représentants du ministère de la Justice, des intervenantes et intervenants des groupes communautaires ainsi que des chercheuses et chercheurs dans le but de se concerter pour échanger et trouver des pistes de solutions pour mieux répondre aux besoins des femmes, et tenir une journée de réflexion de type séminaire avec ces partenaires ; 3) produire et diffuser un document faisant état des résultats de la concertation et comportant un plan d'action qui sera remis au ministère de la Justice du Québec et aux autorités locales qui auront ou non participé à l'exercice de concertation. Le groupe s'est doté d'outils d'évaluation à appliquer tout au long de l'initiative, tels que les questionnaires d'évaluation et plusieurs rencontres d'analyse critique des résultats.

**["Access of women in the Montérégie region to legal aid for marital issues, PHASE II"]**

Following a study on the access of women in the Montérégie region to legal aid for marital issues, Inform'elle is proposing an initiative to work with specialists and workers in the field to launch the preliminary steps toward restructuring marital legal aid services to ensure accessibility and adaptation of these services for women from this region and ultimately for all Quebec women. There are three major steps in this initiative: (1) prepare and disseminate a summary of the study; (2) consult specialists, jurists, social workers, representatives of the Department of Justice, community group workers and researchers and work with them to share information and identify possible solutions to better respond to the needs of women; hold a one-day seminar-type forum with these partners; and (3) prepare and disseminate a document reporting on the results of the cooperative action and laying out an action plan that will be submitted to the Quebec Department of Justice and local authorities who may or may not have participated in this joint exercise. The group has evaluation tools to apply throughout the initiative, including evaluation questionnaires and several post-mortem meetings.

**"Supplément – L'accès des femmes à l'aide juridique en matière matrimoniale sur le territoire de la Montérégie Volet II"  
INFORM'ELLE**

8 800 \$

**Supplément** – L'activité de réflexion prendra plutôt la forme d'un colloque. Le groupe a planifié deux journées de colloque qui incluront des ateliers et une plénière.

**["Supplement - Access of women in the Montérégie region to legal aid for marital issues, Phase II"]**

**Supplement** - The study activity will now take the form of a symposium. The group has planned a two-day symposium, including workshops and a plenary session.

**"Réseau rural de ressources des femmes de l'Outaouais"  
RÉSEAU INTERNET SOURCE COLLINES (RISC)**

33 892

Par la présente initiative, le Réseau Internet source collines (RISC) vise à offrir par le biais des nouvelles technologies de l'information et de communication, un réseau de ressources et d'échange qui aidera les femmes des municipalités rurales de l'Outaouais, à développer leur potentiel économique et politique tout en continuant de profiter des nombreux avantages de la vie en milieu rural. L'initiative permettra de mieux outiller les femmes de la région pour qu'elles puissent participer plus pleinement à l'économie du savoir, aidera au développement des collectivités rurales et favorisera l'innovation dans une région où se vivent des problèmes économiques et sociaux importants. L'initiative s'adresse aux femmes et aux jeunes filles de tous les âges du milieu rural qui ont le désir d'améliorer leur situation socio-économique et leur participation au processus décisionnel.

**["Resources Network for Women in the Rural Municipalities of the Outaouais"]**

The initiative is focused on rural women of all ages who want to improve their socio-economic status and their role in the decision-making process. Using new information and communications technologies, the "Réseau internet source collines" (*source collines internet network*) plans to offer a resource and exchange network that will help women in the rural municipalities of the Outaouais to reach their full economic and political potential, while continuing to enjoy the many advantages of living in a rural environment. It will make it possible to better equip women of the region to fully participate in the knowledge-based economy, help the development of rural communities and promote innovation in a region where there are serious social and economic problems.

**"Forum des femmes des communautés culturelles et de l'emploi"  
TABLE DES GROUPE DE FEMMES DE MONTRÉAL**

9 118 \$

*(Financement pour le Caucus des communautés culturelles et nouvelles arrivantes)*

Avec l'aide de plusieurs partenaires, le Caucus des communautés culturelles et des nouvelles arrivantes organisera un forum rassemblant près de cent personnes à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Le Forum permettra l'échange entre les membres de la Table des groupes de femmes de Montréal, les intervenantes auprès des communautés culturelles et les immigrantes. Le forum aura pour thème les immigrantes et les nouvelles réalités de l'emploi, et les ateliers aborderont les difficultés d'accès à l'emploi et les droits des femmes en matière de travail. On publiera les actes du Forum. Un plan d'action sera mis de l'avant afin d'augmenter la représentation et la participation des immigrantes au sein des organismes membres et de faire en sorte que les organismes reflètent mieux la mosaïque montréalaise. Le groupe s'est doté d'un plan d'évaluation.

**["Forum for women from cultural and employment communities"]**

(For the Caucus des communautés culturelles et nouvelles arrivantes – CCNA)

The "Caucus des communautés culturelles et des nouvelles arrivantes", in conjunction with several partners, will organize a Forum to bring together some one hundred people on the International Day for the Elimination of Racial Discrimination. The Forum will provide an information sharing opportunity among members of the "Tables des groupes de femmes de Montréal", workers in cultural communities and immigrant women. The theme will be immigrant women and the new realities of employment, and workshops will address barriers to employment and labour rights. The Forum's minutes will be published. An action plan will be developed to increase the representation and participation of immigrant women in member organizations and to ensure that the organizations more effectively reflect Montreal's mosaic. The group has an evaluation plan.

**TOTAL:**

**\$2,282,234**